

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS
OUVRIÈRES
nouvelle série

N° **807** (3201)
du 9 au 15 mai 2024
2 euros
ISSN 0813 9500

INFORMATIONS OUVRIÈRES

4 833
abonnés reçoivent
ce numéro.
Et vous ?
(Formulaire page 16)

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

POI

LES CHARS ISRAËLIENS ENTRENT DANS RAFAH. MANIFESTATIONS DANS LE MONDE ENTIER.

AFP



Rafah

Bombardements israéliens, le 7 mai.



Etats-Unis

Lors d'un rassemblement pour la Palestine, à Austin (Texas), le 5 mai.



Tel-Aviv

Manifestation pour le cessez-le-feu, le 6 mai.

AFP

AFP

Encore et toujours, plus que jamais : « Cessez-le-feu ! »

■ **Déclaration du
secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Pages 6 et 7

■ **L'assemblée
du POI s'est tenue
dimanche 5 mai**

Pages 8 et 9

■ **Des militants de
seize pays européens
réunis contre la guerre**

Page 10



Bernard Henri Lévy au dîner du Crif entouré de Gabriel Attal et Edouard Philippe, 6 mai.



Des survivants de l'Holocauste et membres de la deuxième génération ont manifesté le 6 mai devant Yad Vashem, l'Institut international pour la mémoire de la Shoah, à Jérusalem, à l'occasion de Yom HaShoah pour rendre hommage aux victimes de l'Holocauste : « Si nous perdons notre compassion pour l'autre, nous perdons notre humanité. »



Cette photo diffusée par l'armée israélienne montre les chars de l'équipe de combat entrant du côté palestinien du passage frontalier de Rafah entre Gaza et l'Égypte dans le sud de la bande de Gaza, le 7 mai.

Encore et toujours, plus que jamais : « Cessez-le-feu ! »

La rédaction

Lundi 6 mai, Gabriel Attal, invité au 38^e dîner du Crif (1) en présence de Manuel Valls, Elisabeth Borne, Edouard Philippe, Anne Hidalgo..., déclare, « normal » : « J'ai souvent eu honte ces derniers temps en voyant le leader de La France insoumise agiter les haines, commettre les sous-entendus les plus indignes. ». « Normal ». Cela n'étonne plus personne. Tout aussi « normal », le député Les Républicains (LR), Meyer Habib, fait un post X, dimanche 5 mai, où il compare les étudiants mobilisés pour le cessez-le-feu à Hitler et son livre « *Mein Kampf* » rebaptisé honteusement « *Mein Campus* ». Est-il inquiété, traduit en justice pour cette comparaison infamante ? Pas du tout. « Normal ».

Le président du Crif, Yonathan Arfi, déclare au cours du même dîner : « L'accusation de génocide ne vise pas à protéger les Palestiniens mais résonne comme un cri de ralliement pour stigmatiser les juifs. ». « Normal », encore, ces amalgames et mensonges devenus dorénavant classiques. Tous se félicitent que le Rassemblement national partage et défende leur point de vue. Et, bien sûr, ces gens dénigrent les millions qui manifestent

dans tous les pays pour le cessez-le-feu, des étudiants américains aux peuples d'Europe et du Moyen-Orient. Ces gens font campagne contre eux, en les qualifiant d'antisémites, pensant ainsi attiser toutes les haines possibles contre tous ceux qui, horrifiés par les massacres qui redoublent à Gaza et qui s'étendent aujourd'hui à Rafah, se battent pour l'arrêt des combats et le cessez-le-feu.

Pour tous ces gens, et d'autres aussi, s'opposer aux massacres, condamner Netanyahu, se battre pour le cessez-le-feu, c'est être antisémite.

MAIS VOILÀ QUE TOUS CES GENS SE TROUVENT CONFRONTÉS À UN PROBLÈME, UN GROS PROBLÈME

C'était déjà le cas à plusieurs reprises mais depuis hier, c'est incontournable. Charles Enderlin, sioniste de gauche et souvent honnête, relaie lundi 6 mai un post d'une vidéo des manifestations à Jérusalem, dans lequel il est écrit en hébreu : « *contre la guerre* ». Les réseaux sociaux sont inondés de photos de manifestations de masse d'Israéliens descendus dans la rue avec banderoles et pancartes faites à la main, avec les mots d'ordre : « *Pour la fin de la guerre, pour la libération des otages, non à l'invasion de Rafah, Netanyahu démission !* ». Des survivants de l'Holocauste et certains

membres de la deuxième génération manifestent, le jour de Yom HaShoah (commémoration des 80 ans de l'Holocauste), devant Yad Vashem (2) à Jérusalem pour rendre hommage aux victimes de l'Holocauste, avec des banderoles où il est inscrit : « *Si nous perdons notre compassion pour l'autre, nous perdons notre humanité* ».

Comme aux États-Unis, en Allemagne, en Angleterre ou en France, y compris en Israël, les manifestants sont réprimés de plus en plus violemment. Sont-ils des antisémites ? Des soutiens du Hamas ? Des « apologistes du terrorisme » ? Des « animaux humains » ? Non. Et ceux, hommes ou femmes, qui disent depuis des mois et des mois : « *pas en notre nom* » : eux aussi, des antisémites ?

Les défenseurs de M. Netanyahu en diront-ils un mot ? Non. Ou bien sûr à leur façon...

Quant à Carole Delga, principale artisanne de la campagne du Parti socialiste aux européennes, elle applaudit Sophia Aram à l'occasion de la 35^e nuit des Molières alors qu'elle évoque au cours de la cérémonie, le « *brouhaha des indignations faciles* » à propos du soutien au peuple palestinien massacré. Comme l'écrit le député LFI Manuel Bompard : « *Au moment où Netanyahu mène une offensive terrifiante à Gaza, au moment où il réprime les manifes-*

tations pour la paix en Israël, les soutiens de M. Glucksmann applaudissent ceux qui préfèrent justifier plutôt que dénoncer. Quelle déchéance terrible. »

Leur sujet n'est bien évidemment pas la compassion ou la défense des Palestiniens. Mais ce n'est pas plus la défense des Juifs, y compris ceux qui vivent en Israël, ni même des otages : après les déclarations de circonstance, la main sur le cœur comme il se doit, la détresse des familles pour leurs proches exprimée depuis des mois et des mois ne les intéresse pas beaucoup plus que les Palestiniens sous les bombes.

Leur sujet, c'est la défense de Netanyahu et de son régime avec qui ils sont intrinsèquement liés. Régime qui massacre les Palestiniens et qui réprime les juifs vivants en Israël qui, en pleine guerre menée par leur propre armée, refusent, demandent la paix et exigent la démission de Netanyahu. Et parce qu'ils sont incapables de convaincre, parce qu'ils sont incapables d'endiguer ces manifestants, ils les répriment parce qu'ils menacent très sérieusement leur pouvoir et « leur solution ».

IL EXISTE BIEN UNE SOLUTION

La solution, c'est l'unité des travailleurs et des peuples avec leurs organisations contre ceux qui massacrent et les

envoient au massacre. L'unité des peuples et des travailleurs juifs, israéliens, palestiniens contre leurs ennemis communs qui se serrent les coudes et qui, comme M. Netanyahu, n'agissent qu'en fonction d'un seul critère : leurs intérêts personnels et ceux du système qu'ils défendent. Unité des travailleurs russes et ukrainiens contre ceux qui les envoient à la « boucherie de la guerre ».

« *Cessez le feu, arrêt des massacres, libération des otages, halte à la guerre* » : cette exigence, malgré les campagnes de médias, malgré les mensonges et les pires accusations d'antisémitisme, malgré la répression et même dans des conditions extrêmement difficiles, avec un lourd passif comme en pleine guerre en Israël ; cette exigence ne faiblit pas, elle s'exprime de plus en plus.

Les travailleurs et les peuples aspirent à vivre en paix et à ne plus subir l'exploitation sans limites qu'on veut leur imposer au quotidien. Ils ont le droit de se défendre.

C'est cette solution qui a marqué notre assemblée du 5 mai, tant par les intervenants que par les participants. ■

(1) Conseil représentatif des institutions juives de France.

(2) Institut international pour la mémoire de la Shoah.

Macron : « J'ai encore tellement de choses à faire »

C'est dans la *Tribune du Dimanche* du 5 mai qu'Emmanuel Macron, président rejeté par une grande majorité du peuple et chef d'un gouvernement minoritaire autant à l'Assemblée nationale que dans le pays, annonce les grandes lignes politiques de la fin de son second quinquennat.

Jacques Palmi

Sans surprise, il confirme que la réforme du « choc des savoirs » et le « pacte enseignant » seront conduits à leur terme alors même qu'ils sont combattus par les enseignants, les élèves et leurs parents depuis des mois.

Il persiste et signe sur sa « réorganisation de l'hôpital » qui a comme conséquence la destruction de tout le système hospitalier.

De même qu'il continuera « la réforme du marché de l'emploi » : une attaque contre les chômeurs qui se mettra en place le 1^{er} juillet. Il faut également « réarmer les services publics » ; comprendre privatiser, détruire. Il entend également poursuivre la marche à la guerre avec une probable

généralisation du service national universel et le doublement du budget militaire des armées d'ici à 10 ans. Pour cela il faut renforcer l'appareil répressif. Sur les dix prochaines années il annonce 50 % d'augmentation pour le ministère de l'Intérieur et 60 % pour celui de la Justice. Du côté de la répression, il sait de quoi il parle.

A la question « il faut donc évacuer les universités bloquées ? », il répond : « Nous le faisons à chaque fois à la demande des établissements qui en ont la responsabilité et j'y suis favorable », comme en écho à Marine Le Pen qui vient de déclarer sur BFMTV au sujet des occupations par les étudiants de Sciences Po contre le massacre à Gaza : « Cette minorité, il faut la virer... » Cherchez la différence. Quant à Raphaël Glucksmann, il a dit : « La direction de Sciences Po a le droit d'évacuer ».

« CONFIAIT »...
MAIS AUSSI « PRÉOCCUPÉ »

Mais Macron reconnaît quelques échecs : « J'aurais voulu faire la réforme des retraites par points promise pour le premier quinquennat. La

crise des Gilets jaunes puis le covid nous en ont empêchés », en oubliant de mentionner la puissante grève contre cette réforme des personnels RATP et SNCF en janvier 2019. Sur les JO, il déclare être confiant « dans le pays, notamment parce que nos forces syndicales ont l'esprit de responsabilité »... Difficile à démentir quand on constate l'absence – et c'est le moins que l'on puisse dire – de réactions des sommets des confédérations syndicales sur tous ces sujets et particulièrement sur le génocide en cours du peuple palestinien. Malgré cela, il s'inquiète que « l'acceptabilité par les citoyens est pourtant un vrai sujet de préoccupation ». Une préoccupation légitime qui ne devrait pas se limiter aux JO à en croire les nouveaux sondages des élections européennes où la liste Renaissance risque de se trouver en troisième position. Liste par ailleurs non complète à ce jour...

Car s'il se félicite « de tenir bon le vent et tenir bon la vague », lui comme tous ses soutiens déclarés ou non, savent très bien que quand le vent est trop fort et la vague est trop haute, ils emportent tout sur leur passage. ■

Un projet d'accord pour vider la caisse des accidents du travail

Le patronat veut se servir de la branche des accidents du travail pour licencier les salariés les plus âgés et usés par le travail !

Nicole Bernard

Bien mal nommé « pacte de vie au travail », l'accord national interprofessionnel sur « l'emploi des seniors » dont le but, comme son nom l'indique, est d'accompagner le report de l'âge de la retraite à 64 ans n'a été signé par aucune confédération syndicale. Sachant que le gouvernement, accord ou pas accord, va réduire l'indemnisation des chômeurs âgés (cf. IO n° 804) Signer, c'était s'associer à un tel objectif en se faisant purement et simplement la courroie de transmission de la destruction des droits sociaux qu'ont engagé, depuis le début, Macron et ses gouvernements.

Les chiffres sont là : en 2022, seuls 56,9 % des travailleurs entre 55 et 64 ans sont salariés.

On sait ce que veut le patronat et le gouvernement : payer moins de retraites mais... payer également moins d'allocations-chômage. La puissance du rejet de la réforme Macron a été tel que le gouvernement et le patronat n'ont pas trouvé d'organisation syndicale pour s'associer aux dispositifs d'adaptation à la réforme des retraites sous forme de reconversion professionnelle, de retraite progressive, de CDI « senior ». Ils poursuivent leur effort à travers l'initiative de l'U2P (Union des entreprises de proximité, représentant artisans et commerçants) d'obtenir deux accords, un sur le compte épargne-temps universel (Cetu) et l'autre sur les dispositifs de reconversion professionnelle. Certains salariés ne peuvent plus travailler compte tenu de leur état de santé. On appelle cela « l'usure professionnelle ». Les licencier et leur donner droit à l'assurance chômage ? Les patrons crient : « c'est trop cher ! »

L'U2P a trouvé la réponse : les licenciements pour inaptitude seront financés par... la Sécurité sociale. Comment ? En piquant dans la caisse des accidents du travail (AT). Des centaines de milliers d'accidents du travail ne sont pas déclarés. Au point que la Cour des comptes considère que les dépenses correspondantes représentent de 1,2 à 2,1 milliards de frais pour l'assurance maladie.

PILLAGE

Les cotisations AT, consacrées, par nature, à l'indemnisation des victimes d'accident du travail seraient ainsi détournées pour servir de caisse où les employeurs puiseraient les fonds nécessaires à l'ajustement des effectifs

C'est inadmissible. Inadmissible... Mais cela renvoie à l'accord national interprofessionnel (Ani) signé, en mai 2023, par le Medef et toutes les confédérations sur les accidents du travail et maladies professionnelles.

En effet, cet Ani répondait à une demande réitérée du patronat de donner plus d'autonomie à la gestion des accidents du travail. Et, en leur donnant plus d'autonomie, de renforcer la mainmise du patronat sur ce qui deviendrait une véritable branche.

Cet Ani, qui nous avait été présenté comme une manifestation de « démocratie sociale », ne prend-il pas sa vraie dimension au moment où le patronat veut se servir dans la caisse des accidents du travail ? Faut-il s'étonner si, un an après, le patronat, fort de cet Ani, demande aux syndicats de signer le pillage des accidents du travail pour l'exonérer de ses obligations financières ? Est-il alors, acceptable que, le 24 avril, les huit organisations syndicales nationales s'adressent au ministre pour demander... la transcription, dans la loi, de cet Ani ? N'y a-t-il pas là la démonstration que cette prétendue « démocratie sociale » ne sert que le camp adverse ? ■

En bref > Grèves, rassemblements, mobilisations

Préavis de grève chez JCDecaux pendant les JO

L'intersyndicale CDFI, FO et CGT de JCDecaux a déposé un préavis de grève courant jusqu'en septembre. L'entreprise assure l'affichage publicitaire, l'entretien du mobilier urbain, dont les sanitaires publics, en particulier dans la capitale. Au centre des revendications : les salaires, la direction n'ayant concédé que 2,5 % de revalorisation pour 2024. D'ici les JO, « les actions vont monter crescendo », confie au Parisien un délégué syndical, avec des mobilisations sur site et opérations de blocage du périphérique.

« Non à la fermeture de M.A. France ! »

Le 6 mai, les salariés du sous-traitant automobile M.A. France (Aulnay-sous-Bois, Seine-Saint-Denis), en grève depuis le 17 avril, se sont rassemblés devant le tribunal de Bobigny, avec le soutien de plusieurs députés LFI, contre la liquidation judiciaire de l'entreprise, étranglée par le groupe Stellantis.

A Lyon, le 1^{er} Mai, un impressionnant cortège en soutien à la Palestine



Appel à la grève à Radio France, contre « toute forme de fusion » avec France Télé

Les syndicats de Radio France ont appelé vendredi à deux jours de grève les 23 et 24 mai, dates auxquelles un projet de holding pour réunir tout l'audiovisuel public sera examiné à l'Assemblée nationale. « Non à la holding ! Non à toutes formes de fusion ! », écrivent dans un communiqué commun les syndicats CFDT, CGT, FO, SNJ, Sud et Unsa.

Ils « appellent à la mobilisation contre ce projet qui, à terme, va aboutir à la disparition de la radio de

service public, de ses financements et, au final, de ses emplois ».

La ministre de la Culture, Rachida Dati a indiqué à plusieurs reprises qu'elle souhaitait aller vite. « C'est donc maintenant qu'il faut réagir : nous devons faire entendre aux parlementaires le rejet complet de cette réforme », déclarent les syndicats.

Grève chez Vueling en France : un tiers des vols annulés les 8 et 9 mai

Environ un tiers des vols exploités par Vueling en France seront annulés mercredi et jeudi. Le 29 avril, le SNPNC-FO, représentatif des hôtesses et stewards de la compagnie, a déposé un préavis de grève du 8 au 12 mai, coïncidant avec le week-end prolongé de l'Ascension, pour réclamer des négociations avec la direction sur un nouvel accord d'entreprise. La CGT a aussi appelé à cesser le travail. « Le mouvement, très suivi, continue pour les 9, 10, 11 et 12 mai », a ajouté le syndicat FO.

Grève des éboueurs à Marseille

Le syndicat CGT des éboueurs de Marseille a lancé un appel à la grève le 2 mai, qui a été reconduit le 6, l'avant-veille de l'arrivée de la flamme olympique, pour des revendications de salaires et de temps de travail.

Un 1^{er} Mai massif à Nantes



Des milliers de travailleurs et jeunes ont manifesté à Nantes le 1^{er} Mai, à l'appel des unions départementales CGT, FO, FSU et Solidaires. Un plein succès. Il est vrai que l'appel était centré sur les revendications, contre la politique de répression du gouvernement Macron-Attal, pour l'arrêt du génocide à Gaza.

Une comptabilité sordide

167 accidents du travail sur le chantier des JO, modèle social s'il en est, puisque placé sous la houlette de son vice-président, l'ex-secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault. 167 accidents... C'est beaucoup ! Mais, nous dit-on, on ne déplore aucun accident mortel. Et puis, voilà qu'on apprend que, sur le chantier du Grand Paris Express, il y a eu au moins 5 accidents mortels. Le chantier du

Grand Paris Express et celui des JO n'ont rien à voir ? Ce sont deux chantiers totalement différents ? « Ce chantier a comme objectif d'être livré à temps pour les JO », explique le responsable de la fédération du bâtiment CGT. Ces ruses comptables ne peuvent que provoquer un grand écœurement. Manœuvres et mensonges. C'est ce qui caractérise tout ce qui touche aux accidents du travail. ■



Alors que les chars israéliens sont entrés dans Rafah, que les bombes s'abattent sur une population affamée...

« Assez ! Ne bombardez pas les enfants de Rafah ! »

Le 7 mai, des rassemblements d'urgence se sont déroulés en France



Place de la République, à Paris.



Devant le lycée Moissan à Meaux (77).



A l'Inalco (Institut national des langues et civilisations orientales).



Sciences Po, Paris.



A Nantes.

ENSEIGNEMENT

« Le choc des savoirs » c'est toujours non !



Manifestation de Sarcelles à Garges-lès-Gonesse, le 6 mai.

Jo Calathéa

Dans plusieurs départements, les enseignants et les parents continuent de mener des mobilisations contre la réforme du « choc des savoirs » de Gabriel Attal, sous différentes formes.

- Dans les Hauts-de-Seine (92), les opérations « collèges déserts » le 30 avril dans le sud du département et le 7 mai dans le nord ont rencontré un franc succès avec à chaque fois une moyenne avoisinant les 80 % d'élèves absents.

- Dans le Val d'Oise (95), une journée « école morte » était organisée à Garges-lès-Gonesse le 6 mai avec une manifestation de Sarcelles à Garges-lès-Gonesse.

De nombreuses actions (réunions publiques avec les parents d'élèves, manifestations, opérations « collège mort », grève) sont organisées comme aux collèges de Montsourt, Bouffémont, Domont, Montmagny, Saint-Brice-sous-Forêt, Ecouen, Ezanville, Goussainville...

- En Haute-Loire (43) : le comité inter établissement s'est réuni le lundi 6 mai et a décidé de reprendre à son compte l'appel national et appelle les personnels à faire de la semaine du 13 mai une semaine d'amplification de toutes ces mobilisations avec une journée de grève le 14 mai. Il appelle les personnels à réunir afin de débattre des suites et des modalités de la mobilisation. Il appelle à participer massi-

vement aux manifestations unitaires avec les parents d'élèves du samedi 25 mai « contre le choc des savoirs, pour le choc des moyens et des salaires pour l'école publique.

Il appelle à participer à l'assemblée générale de grévistes le mardi 14 mai à 9 h 30 à la Maison des syndicats et au rassemblement devant l'Inspection académique à 11 heures ».

Suite à des réunions publiques avec les parents d'élèves très réussies, des opérations « collège mort » sont programmées et des grèves, notamment le 14 mai, s'organisent dans les collèges du Monastier-sur-Gazeille, de Monistrol, de Landos. Le lycée professionnel d'Espaly dont la fermeture programmée vient d'être annoncée a décidé la grève reconductible à partir de lundi prochain.

- A Evry, dans l'Essonne (91), une assemblée générale réunissant une centaine d'enseignants et de parents venus de 44 établissements (un tiers des établissements de l'Essonne) s'est tenue lundi 6 mai. L'AG a décidé de profiter de la grève nationale du 14 mai pour organiser une journée « établissements déserts » à l'échelle du département le 16 mai.

De nombreux établissements continuent de s'organiser sous différentes formes comme à Crosnes, Sainte-Geneviève-des-Bois, Dourdan, Grigny, Boussy-Saint-Antoine, Athis-Mons, Savigny-sur-Orge, Chilly-Mazarin...

- A Lyon (69), une grève massive a eu lieu au collège Charcot le 6 mai pour l'abandon du choc des savoirs. ■



Parents et enseignants mobilisés en Haute-Loire, le 13 mai.

En bref

La Fnc FP-FO, la CGT Educ'action et Sud Education appellent à une « grève nationale le 14 mai pour bloquer le « choc des savoirs » et les mesures qui cassent l'École publique, pour les moyens nécessaires (postes, classes, salaires...). Les organisations syndicales appellent les personnels à refuser de mettre en œuvre le tri des

élèves dans des groupes et à bloquer la réforme ». C'est pourquoi, elles soutiennent toutes les grèves, y compris reconductibles et autres formes de mobilisations (manifestations, rassemblements etc.), en cours et à venir, décidées par les personnels ou proposées par les inter-syndicales locales. ■



Campagne pour le vote aux européennes

VÉNISSIEUX (69) > Carton plein pour le meeting de l'Union populaire

« Plus vous nous tapez, plus nous sortons de l'ombre » (Mathilde Panot)

Correspondant

« **C**'est devant une salle archi-comble à Vénissieux, jeudi 2 mai et sans leur tête de liste Manon Aubry, que les Insoumis ont tenu leur meeting » indique le quotidien *Le Progrès* le 3 mai.

Etions-nous 1 000, 1 200 ? En tous cas, de mémoire de militant, c'était une foule inédite depuis un bon moment pour un meeting politique à Joliot-Curie... Mathilde Panot qui est intervenue écrit « Fabuleux meeting à Vénissieux » sur son compte X.

Un meeting rassemblant toutes les générations et beaucoup de jeunes, une foule à l'image de Vénissieux et des quartiers populaires, dans laquelle on pouvait reconnaître nombre de militants et de responsables d'une large palette d'organisations syndicales, d'associations diverses. Une foule vibrante, combattive, qui entend résister et ne pas se taire devant l'innommable, prête à en découdre face aux politiques destructrices du gouvernement Macron, contre la marche à la guerre, pour faire stopper le génocide à Gaza. Une foule enthousiaste qui en a impressionné plus d'un. Cela transparaît même dans la presse locale, chose assez peu courante. Le succès de ce meeting a été rendu possible par l'intense mobilisation de

nombreux militants et groupes d'action LFI ayant activement affiché, tracté pour appeler à y participer. Les militants de notre GA LFI Vénissieux y ont pris une part décisive en ne ménageant pas leur peine ces dernières semaines.

« UNE MAJORITÉ PRÊTE À DÉGAGER MACRON ET SON MONDE »

Mathilde Panot, présidente du groupe parlementaire LFI a conclu le meeting : « Nous sommes plus de 1 000 à Vénissieux ! Partout, les salles débordent. Nous resterons là et nous ne nous tairons pas. (...) Je veux saluer à Vénissieux la jeunesse de ce pays et du monde qui se lève contre le génocide. Gloire à la jeunesse qui défend notre humanité commune. Les étudiants avaient raison de se lever contre la guerre au Vietnam, ils ont raison de le faire pour le premier génocide télévisé. Nous devons mettre toutes nos forces pour les aider. Assez de sang sur les mains de ce gouvernement ! »

Avant la réunion publique, Rima Hassan était allée soutenir les étudiants de Lyon 2 mobilisés pour Gaza, tandis que Mathilde Panot, Gabriel Amard, député LFI et Idir Boumertit, conseiller municipal de Vénissieux se sont rendus après la réunion à Sciences Po soutenir les étudiants occupant les locaux pour exiger le cessez-le-



Lors du meeting à Vénissieux, le 2 mai.

feu, à l'image de ce large mouvement de la jeunesse, déferlant comme une trainée de poudre aux Etats-Unis, et maintenant dans beaucoup d'autres pays... C'est de cela que les gouvernements ont peur et qu'ils croient faire taire

par la répression... Comme l'a clamé Mathilde Panot : « Nous sommes une majorité, prête à dégager Emmanuel Macron et son monde ! »

Dans ces circonstances, le bulletin de Manon Aubry et de l'Union populaire devient le bulletin de la défense de la

démocratie et de la liberté publique, et le regroupement du plus grand nombre avec La France insoumise une nécessité pour aider la majorité à faire valoir sa légitime défense contre Macron et son monde.

MARSEILLE (13) > Quartiers Sud

Un porte-à-porte géant pour implanter et faire voter LFI



Porte-à-porte dans le quartier de la Soude, le 3 mai.

Le vendredi 3 mai a eu lieu le porte-à-porte géant à la Soude, quartier populaire du Sud de Marseille, avec les députés LFI Sébastien Delogu (quartiers Nord) et Manuel Bompard (centre-ville).

Correspondant

Très vite, dix-sept équipes de deux sont constituées, les dossiers avec tous les documents utiles à discuter sont distribués. Les militants

présentent une pétition « Non à la nouvelle hausse de l'électricité de 10 % » ainsi que les tracts de campagne appelant à voter pour la liste de l'Union populaire.

Pendant l'heure de porte-à-porte qui suit, les équipes, dont celles des deux députés, toquent à quasiment toutes les portes. La voiture sono, décorée d'affiches, de drapeaux LFI et d'un drapeau palestinien parcourt le quartier en tous sens en annonçant sous les fenêtres : « à 18 h 30, à la Terrasse, rencontre entre les

députés LFI de Marseille Sébastien Delogu, Manuel Bompard, et les habitants de la Soude, pour l'arrêt du génocide à Gaza, la paix en Ukraine, l'augmentation des salaires, le blocage des prix et le rétablissement des services publics ». A tous les coins de rue, des voitures klaxonnent, des poings et des doigts en V se lèvent, des gens applaudissent et filment, demandent qu'on répète les slogans pour envoyer sur les réseaux.

500 PORTES TOQUÉES

A 18 h 30, progressivement, les militants et des habitants du quartier arrivent sur la Terrasse. Une rencontre entre des habitants du quartier, les militants et les députés a lieu en bas des immeubles. Les échanges politiques fusent pendant plus d'une heure. Des contacts sont échangés, certains habitants acceptent de devenir référent d'immeuble, un nouveau groupe d'action se constitue avec l'aide Allan Popelard, candidat de Marseille sur la liste de Manon Aubry.

Au total, près de 500 portes ont été toquées.

Sur la moitié qui s'ouvrent, plus d'une centaine mène sur des discussions et des contacts échangés : une bonne base pour préparer le prochain meeting à Marseille avec Jean-Luc Mélenchon. Ce 3 mai à la Soude, les militants LFI et leurs députés ont, avec certitude, gagné de nombreuses voix pour le 9 juin, mais aussi un puissant levier pour renforcer La France insoumise et préparer l'avenir.

« Soulèvement des consciences, à bas cet ordre injuste ! (J.-L. Mélenchon)



Place de la République, à Paris, le 1^{er} Mai.

Le 1^{er} Mai à Paris, Jean-Luc Mélenchon a pris la parole sur le camion de La France insoumise devant une foule dense et compacte aux côtés de Manon Aubry, tête de liste LFI aux Européennes, Mathilde Panot, présidente du groupe parlementaire LFI et Rima Hassan.

S'adressant aux milliers de présents, il a indiqué : « Votre présence exprime un soutien politique à ceux qui sont ici en première ligne d'un combat et qui pour cela sont rudement menacés. Les députés insoumis sont vos représentants, votre fierté, votre gloire et je veux en votre nom les saluer tous. Nous sommes engagés nous non pas pour une tribu non pas pour une secte non pas pour une caste mais pour l'intérêt général humain. »

Il a ensuite insisté sur le sens du 1^{er} Mai : « Le 1^{er} Mai est le meilleur moment pour le dire car le 1^{er} Mai n'a jamais été la fête du travail mais la fête de la lutte des travailleurs pour leurs revendications et les revendications de la classe ouvrière ont toujours correspondu à l'intérêt général humain. (...)

Le deuxième quinquennat commence aussi mal que le premier qui avait commencé par une révision du Code du travail détruisant le principe de faveur fondé à la Libération. »

Jean-Luc Mélenchon a conclu en scandant à plusieurs reprises : « Cessez-le-feu immédiat, cessez-le-feu à Gaza » puis « Soulèvement des consciences, à bas cet ordre injuste, vive le 1^{er} Mai ! ».

R. A. ■



Déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale (3 mai 2024)



Campus de Columbia, New York.

« **E**nfin, enfin, enfin ! », s'est exclamé le chef du Parti démocrate au Sénat américain, le 24 avril, pour saluer le vote du budget de 16 milliards de dollars destiné à financer la poursuite du génocide du peuple palestinien, après six mois de blocage. Un vote qui devait redonner les moyens et la légitimité au gouvernement israélien d'accroître encore sa campagne d'annihilation du peuple palestinien. Un vote qui devait banaliser l'effroyable barbarie, les massacres et le génocide qui se déroule chaque jour sous les yeux du monde et qui a pris la vie à des dizaines de milliers de Palestiniens, dont plus de 15 000 enfants. Ce vote des représentants de l'impérialisme américain aura produit l'inverse et déclenché une vague mondiale de réprobation et de colère, partie de l'université Columbia à New York. C'était déjà de ce campus que s'élevaient les protestations étudiantes de 1968 pour exiger la fin de la guerre du Vietnam, aux cris, repris depuis des semaines aux Etats-Unis : « *Combien d'enfants avez-vous assassinés aujourd'hui ?* ».

L'IRRUPTION DES ÉTUDIANTS AMÉRICAINS BOUSCULE TOUTE LA SITUATION

En quelques jours, des dizaines d'universités américaines ont été occupées, y compris sur les prestigieux campus de Princeton, Harvard, Berkeley et du MIT. Saisi d'effroi et de sidération devant l'audace de la jeunesse américaine, l'establishment a envoyé les forces de répression sur les campus, arrêtant violemment plus d'un millier d'étudiants et professeurs. Un face-à-face au cours duquel les étudiants de l'université d'Austin ont répondu : « *La police d'Austin, le Ku Klux Klan, l'armée israélienne, ce sont tous les mêmes !* ». Un mouvement qui se prolonge désormais à Sydney, Montréal, Paris, Londres... et qui reçoit le soutien de nombreux enseignants, souvent accompagnés de leurs syndicats et au-delà dans le mouvement ouvrier et démocratique.

Pour la première fois depuis la guerre du Vietnam, l'élection présidentielle américaine est dominée par la politique extérieure. A ce jour, plus de 530 000 Américains se sont prononcés aux primaires démocrates pour le vote « non-

engagé », signifiant leur refus de voter Biden en raison de son soutien au génocide du peuple palestinien. La crise de la représentation politique de la classe dominante américaine, matérialisée par l'affrontement entre les deux candidats J. Biden et D. Trump, tempéré par leur accord pour la répression des étudiants et l'adoption d'un budget de 95 milliards de dollars pour la guerre, ne cesse d'accroître la fracturation du pays à mesure que s'approchent les élections présidentielles de novembre. A l'intérieur même d'Israël, des dizaines de milliers manifestent et exigent le départ de Netanyahu.

Malgré la campagne mondiale déchaînée à l'encontre de ceux qui refusent de normaliser le génocide, de banaliser la barbarie et l'assassinat de milliers d'enfants palestiniens, les qualifiant honteusement de « *terroristes* », « *d'antisémites* » et « *d'ennemis de l'humanité* », les derniers événements démontrent au contraire qu'au sein des peuples réside une force irrésistible, mais jusqu'ici contenue, qui peut balayer ce vieux monde et les oppresseurs qui le dirigent.

Ni les convocations ni les condamnations judiciaires ignominieuses pour « *apologie du terrorisme* » à l'encontre de syndicalistes et de militants politiques exigeant le cessez-le-feu, ni les interdictions de manifester et de se réunir, y compris dans des lieux privés, ni les accusations de « *manipulation russe* » derrière les protestations des étudiants américains formulées par l'ancienne présidente du Congrès américain Nancy Pelosi, ni la fermeture du compte bancaire d'une association juive antisioniste allemande, pour la première fois depuis le nazisme, ne parviennent à entraver le profond mouvement qui progresse partout dans les consciences : partout dans le monde, les peuples refusent de vivre dans une société qui glorifie, finance et soutient le génocide du peuple palestinien. Et se demandent : demain, qui sera le prochain ?

La jeunesse a raison. Elle ne peut vivre libre à côté d'un peuple massacré et affamé. Comme l'indique la bibliothèque de Brooklyn sur son

fronton : « *Personne ne sera libre tant que tout le monde ne l'est pas !* »

OÙ NOUS MÈNENT LES DIRIGEANTS QUI LAISSENT FAIRE ?

En face de ces mobilisations historiques et glorieuses, saluées à Gaza où fleurissent les messages « *Merci aux étudiants des universités américaines* », que font les dirigeants du mouvement ouvrier ? Depuis des mois, les dirigeants des organisations syndicales nationales et internationales, à de rares exceptions, ne disent et ne font rien, voire s'activent pour étouffer toute initiative sérieuse, y compris lorsque des manifestations de masse se déroulent dans leur propre pays. Parfois, des déclarations sont faites. Mais comme le dit un militant anglais, à propos du congrès de son syndicat, le plus important du pays : « *Le syndicat a un congrès annuel, les délégués votent tous pour la Palestine, et une minute plus tard, c'est fini, retour à la normale, retour au soutien d'Israël, retour au refus d'un cessez-le-feu, refus de soutenir les gens qui meurent de faim* ». Que cela soit fait ouvertement ou plus insidieusement, c'est ce qui se passe dans la quasi-totalité des hautes directions syndicales, en particulier en Europe.

Même la répression qui s'abat sur des dirigeants syndicaux français de premier plan n'engendre que des déclarations banales sans la moindre efficacité. C'est ce qui permet au gouvernement d'accroître la répression et l'intimidation pour entraver la réaction des travailleurs et des jeunes qui répondraient en masse à toutes initiatives unies, sur des bases claires, qui bloqueraient la marche à la guerre. Ce climat devient de plus en plus insupportable aux travailleurs et militants qui se battent, mais qui sont aussi dramatiquement poussés à des dérives déjà bien connues dans l'Histoire (Bolsonaro au Brésil ou les dérives fascistes actuelles en Italie). Les dirigeants en portent seuls la responsabilité. Que les travailleurs et les jeunes, aidés par les militants qui ne reculent pas, cherchent par leurs propres

moyens tous les points d'appui possibles devient une donnée incontournable de la situation, et est une source de terrible inquiétude pour les gouvernements.

L'ISSUE PASSE PAR UNE INDÉPENDANCE TOTALE À L'ÉGARD DES GOUVERNEMENTS

Au Brésil, la principale confédération syndicale (Cut) n'a même pas évoqué la situation en Palestine dans son appel au 1^{er} Mai. Et bien que le président brésilien Lula se soit verbalement démarqué du génocide perpétré par le gouvernement israélien, il ne prend aucune mesure pour s'y opposer en pratique, notamment l'annulation des accords militaires et la rupture des relations diplomatiques avec Israël. Sur le plan intérieur non plus, Lula n'engage aucune des réformes populaires pour lesquelles le peuple brésilien l'a porté au pouvoir. Raison pour laquelle les délégués du dernier congrès de la Cut en octobre ont décidé une marche à Brasilia pour exiger l'abrogation de la réforme de la loi travail, de la réforme de la Sécurité sociale et de la loi sur les externalisations. Toutes des lois scélérates de la période Temer-Bolsonaro. D'énormes pressions venues des sommets de la Cut, du PT et du gouvernement s'exercent pour dénaturer la marche prévue le 22 mai prochain. Les dirigeants lulistes n'ont pas tiré les leçons de leur conciliation antérieure avec les institutions pourries soumises à la tutelle militaire constitutionnelle, instrument de la subordination de la nation à l'impérialisme américain, ni même après la dernière tentative de putsch militaire par les bolsonaristes. Une situation loin d'être isolée en Amérique latine.

Au Sahel, le rejet des peuples a conduit, au Niger, au renvoi des armées française et américaine. C'est ce même rejet qui a conduit à la défaite du président Macky Sall, candidat adoubé par Macron au Sénégal. En réponse, l'impérialisme alimente une généralisation dangereuse des tensions dans toute la région. Dans les pays arabes du Moyen-Orient et d'Afrique du nord, les gouvernements sont assis sur des volcans. Au Maroc et en Jordanie, les manifestations de masse en soutien au peuple palestinien se sont multipliées, réclamant la fin des accords de normalisation et de co-

Les derniers événements démontrent qu'au sein des peuples réside une force irrésistible, mais jusqu'ici contenue, qui peut balayer ce vieux monde.

opération avec l'Etat d'Israël. Ailleurs, les manifestations sont interdites de peur que la colère ne se dirige aussi contre les régimes complices du génocide. Y compris en Algérie, une seule manifestation en soutien au peuple palestinien a été autorisée par le régime, le 19 octobre. En revanche, l'Algérie a soumis de nombreuses résolutions à l'Onu, véritable faire-valoir des gouvernements de tout bord qui a démontré son impuissance à régler quoi que ce soit. En interdisant les manifestations aux Algériens qui sont passionnément avec le peuple palestinien, le régime craint que ce soit sa politique qui est mise en cause. Tandis que les Etats-Unis et l'Iran déclarent que « l'incident est clos » après s'être averti mutuellement de « représailles » plusieurs jours à l'avance et d'un commun accord. En France, le PS, le PCF et les Verts partagent la même cible avec Macron et le Rassemblement national : Jean-Luc Mélenchon et La France insoumise pour leur soutien au peuple palestinien. Qui s'étonnera que la jeunesse et les travailleurs cherchent désormais à s'organiser par eux-mêmes, en tenant compte des points d'appui sur lesquels ils peuvent compter, et à diriger leur colère contre leur propre gouvernement ?

Les travailleurs, les peuples sont fondés à refuser et à résister à leur propre gouvernement.

Des gouvernements hypocrites et misérables qui enfoncent l'humanité dans le chaos et la guerre. Telle est la signification du vote du Congrès et du Sénat américain, avec l'accord de Trump et Biden, allouant 95 milliards de dollars au génocide, à la guerre en Ukraine et au renforcement des moyens militaires en Asie et dans le Pacifique, préparant les conditions d'une nouvelle guerre. Les Etats-Unis ne s'en cachent pas : leur objectif est d'affaiblir à Russie, mais pas au-delà vu la situation mondiale complètement déstabilisée. Ils savent le rôle que la Russie joue en Syrie, en Iran, au Liban. Ils veulent se concentrer sur la Chine qui poursuit sa politique d'expansion économique à l'échelle mondiale, au détriment des Etats-Unis. Comme le dit la secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen : « La Chine est désormais tout simplement trop grande pour que le reste du monde absorbe ses énormes capacités. (...) Lorsque le marché mondial est inondé de produits chinois artificiellement bon marché, la viabilité des entreprises américaines et étrangères est remise en question ». La réception récente de Blinken par les autorités chinoises démontre la tension croissante entre les deux pays, alors que la décision, tant de Trump que de Biden, de relocaliser l'industrie aux Etats-

LA GUERRE, SEUL HORIZON DU SYSTÈME CAPITALISTE

Unis se heurte à la réalité des rapports capitalistes. Voilà la véritable raison pour laquelle les Etats-Unis veulent que la guerre se poursuive et s'étende. Peu importe à l'impérialisme que, selon les ministres de la défense britannique et russe, un million de soldats soient déjà morts ou blessés des deux côtés de la ligne de front en Ukraine. La guerre américaine doit continuer, « jusqu'au dernier ukrainien ». Les 48 milliards d'armements pour l'Ukraine sont de surcroît un élément puissant de développement de l'industrie d'armement américaine.

S'ORGANISER POUR ARRÊTER LA MARCHÉ À LA GUERRE EN EUROPE

L'Europe est particulièrement visée. Tant Biden que Trump, habitués aux guerres américaines par procuration depuis des années, exigent que l'Union européenne et chacun des pays qui la composent s'engagent davantage dans la guerre en Ukraine, y compris par l'envoi de soldats. Alors que la production industrielle européenne a baissé de plus de 6,7% en un an et que l'inflation a engendré une baisse des salaires réels, les pays européens, endettés jusqu'au cou, sont sommés d'engager une gigantesque cure d'austérité pour financer « l'économie de guerre ». Confrontés au refus massif, au sein des peuples, du génocide du peuple palestinien et de la marche à la guerre que les dirigeants tentent d'imposer à tout prix, les gouvernements remettent en cause les libertés démocratiques, le droit d'expression et de manifestation, réprimant toute forme de contestation. Le président ukrainien Zelensky a même officiellement demandé au Conseil de l'Europe une suspension des clauses relatives aux droits de l'homme en raison de la loi martiale, affectant la vie privée, la liberté de mouvement et le droit d'expression. Au sein de l'Union européenne, longtemps présentée comme garante de la paix sur le continent, les chefs de gouvernement ne cessent de le répéter : « Nous sommes dans une époque d'avant-guerre ». Ils oublient une chose : malgré les affaires florissantes du complexe militaro-industriel, dans les deux principaux pays impérialistes, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, les forces armées ne parviennent pas à recruter suffisamment de jeunes pour répondre aux exigences des militaires. L'armée britannique n'a jamais été plus petite depuis 1714. Seulement 7% des Anglais âgés de 18 à 40 ans ont déclaré qu'ils seraient volontaires pour servir dans l'armée si une guerre mondiale éclatait. Comme à leurs habitudes, les capitalistes vont chercher leur chair à canon dans les classes les plus pauvres et déshéritées. En Angleterre de 2013 à 2018, le recrutement militaire des

Seulement 7 % des Anglais âgés de 18 à 40 ans ont déclaré qu'ils seraient volontaires pour servir dans l'armée si une guerre mondiale éclatait.

jeunes de 16 et 17 ans était 57% plus élevé dans les circonscriptions les plus pauvres que dans les circonscriptions les plus riches, les recruteurs de l'armée se concentrant sur les villes les plus pauvres avec un revenu annuel d'environ 12500 dollars, selon un rapport de *Child Rights International Network*. Même chose en France, où le recrutement militaire se déroule dans les dernières colonies (Guadeloupe, Martinique, Guyane) via des organismes tels que le régime du service militaire adapté, le centre inter-régional des forces armées et France Travail. Quant aux Etats-Unis, ils disposent désormais de leur plus petite armée depuis 80 ans. En 2022, les forces armées américaines ont connu leur pire recrutement depuis l'abolition de la conscription en 1973 et un récent sondage a révélé que la confiance dans l'armée américaine était à son plus bas niveau depuis plus de deux décennies. Cela n'empêche pas l'armée amé-



Dallas, Texas.

ricaine, la plus puissante du monde, de fournir au gouvernement israélien l'arsenal nécessaire à la destruction complète de la bande de Gaza et à l'écrasement du peuple palestinien. Richard Mitchell, ancien membre du Parachute Regiment, explique : « L'Irak a été dénoncé comme un grand mensonge, et l'Afghanistan comme un échec total. Les jeunes regardent l'histoire récente et craignent que la même chose ne se reproduise. Dans un sondage américain réalisé en 2022 auprès de personnes âgées de 16 à 24 ans, il a été demandé aux personnes interrogées quelle était leur probabilité de rejoindre l'armée dans les prochaines années. Seulement 2% ont répondu "certainement" et 7% "probablement", tandis que 90% ont répondu qu'ils ne le feraient certainement pas ou probablement pas. » De fait, l'engrenage guerrier dans lequel veulent nous entraîner Biden, Sunak, Macron, Scholz... est loin de recueillir l'assentiment dont les gouvernements et le capital financier ont besoin pour continuer à piller, à exploiter et à opprimer. Le rejet, le refus de la décomposition et de la guerre sont majoritaires, et de très loin. Au point de menacer la réélection de « Genocide Joe » Biden aux Etats-Unis. Mais pour quelle issue ? Partout, dans les mobilisations qui surgissent, des forces se rassemblent pour résister et pour rompre avec ce système. Les militants de la IV^e Internationale, qui en sont partie prenante, vous invitent à en discuter pour agir et avancer ensemble.

Halte à la guerre !
Arrêt des massacres à Gaza !
Cessez-le-feu immédiat !

Défense de la démocratie, du droit d'expression, de manifestation, de réunion, de grève !

Les travailleurs, les peuples sont fondés à refuser et à résister à leur propre gouvernement.

Les travailleurs, les peuples sont fondés à refuser et à résister à leur propre gouvernement.

Les travailleurs, les peuples sont fondés à refuser et à résister à leur propre gouvernement.



Khan Younis, bande de Gaza.

L'ASSEMBLÉE DU POI S'EST TENUE

«Leurs guerres ne sont pas les nôtres»

13 heures, dimanche 5 mai. La file d'attente est impressionnante dans la ruelle qui permet d'accéder à l'Es-space Charenton dans le XII^e arrondissement de Paris. Des centaines de participants venus de toute la France attendent avec impatience de pouvoir entrer. L'ambiance est bon enfant et militante, on chante les chants des Gilets jaunes ainsi que le soutien à la Palestine. Il y a tellement de monde que le début de l'assemblée prend du retard. Il faut ajouter des chaises. Il n'y en aura d'ailleurs pas pour tout le monde, des camarades resteront debout.

Méline Sauger

Après avoir salué la présence des 2 500 militants présents dans la salle, Méline Sauger, militante du POI a inscrit l'assemblée dans le « combat contre les massacres en cours à Gaza ». « Les accusations d'antisémitisme, d'apologie du terrorisme... montées de toutes pièces par les gouvernements dont le nôtre, relayées par des groupuscules d'extrême droite en lien direct avec Netanyahu ne nous feront pas reculer d'un millimètre. » Une « solidarité totale » avec Mathilde Panot, Rima Hassan, Jean-Paul Delescaut et « avec tous ceux qui subissent les pressions et la répression qu'ils soient médiatisés ou non » a d'emblée été rappelée sous l'ovation de la salle. Tout comme l'objectif de l'assemblée : « Nous estimons qu'il faut s'unir contre la guerre pour le cessez-le-feu, contre les régimes qui écrasent et exploitent les peuples. Agir ensemble dans les manifestations, dans la rue, dans les grèves. Agir ensemble pour informer, discuter, convaincre les hésitants, ceux qui s'interrogent, ceux qui ont peur, ceux qui préfèrent espérer que cela va s'arranger, convaincre ceux, qui avec un « label de gauche », pactisent et s'accommodent. Ceux-là poussent aux pires extrêmes et n'en seront même pas épargnés. Faire comprendre à tous ces dirigeants de toutes ces grandes centrales syndicales qu'il n'est plus temps de tergiverser, de chercher de faux compromis. »

Deux plateaux d'intervenants se succèdent pendant près de 2h30 devant une assemblée très attentive et enthousiaste. **José Nivoi** a été le premier à intervenir. Responsable du collectif autonome des dockers et portuaires de Gênes en Italie, est l'un des artisans des manifestations contre le transport et la manutention des armes sur le plus important port d'Italie dès 2019. Avec son syndicat, il a bloqué les chargements d'armes sur les bateaux au départ du port de Gênes le 19 novembre dernier, « après l'appel des syndicats palestiniens aux travailleurs de bloquer la logistique européenne des armes envoyées vers Israël (...) où il s'agissait de lutter contre la compagnie Zim, compagnie israélienne qui traite avec Israël, qui est basée à Gênes ».

Markus Sokol, militant de la IV^e Internationale, membre de la direction



Lors de l'assemblée du POI, le 5 mai.

national du Parti des travailleurs au Brésil et animateur de « Dialogue et action pétiste ». Quinze mois après l'élection de Lula au Brésil faisant échec à Bolsonaro et à la réaction, il a dressé un « bilan complexe ». « D'une mesure à l'autre, le tableau d'ensemble n'incite pas à l'optimisme pour les forces sociales qui se sont engagées pour son élection. » Pour le cessez-le-feu, des manifestations « limitées » ont eu lieu au Brésil. « Ni la Centrale unique des travailleurs (CUT) avec ses syndicats, ni le mouvement des Sans Terre, ni les parlementaires du Parti communiste du Brésil, à quelques rares exceptions près, se sont impliqués dans les manifestations. »

Yessa Belkhodja, militante décoloniale, membre du collectif de défense des Jeunes du Mantois et co-organisatrice de la marche contre le racisme, contre l'islamophobie et pour la protection de tous les enfants le 21 avril dernier a livré une intervention poignante et déterminée (voir extraits ci-contre). **Haim Bresheeth** membre fondateur du Jewish Network for Palestine (Réseau Juif pour la Palestine) et professeur d'université à Londres. Issu d'une famille juive exterminée dans les camps nazis, membre du Labour Party jusqu'en 2020, il décide de le quitter publiquement pour dénoncer la direction qui a exclu des militants comme Ken Loach, Moshe Machover, Jackie

Walker et bien d'autres pour... « antisémitisme ». Il est aujourd'hui à la pointe des mobilisations considérables qui se déroulent depuis des mois en Angleterre et en particulier à Londres contre le génocide en Palestine (voir extrait de son intervention ci-contre). Dans la deuxième partie, **Jana Silverman**, militante syndicale et professeure d'université, a adressé « un salut socialiste très chaleureux des Socialistes démocrates d'Amérique (DSA) » dont elle est coresponsable du secteur international.

DSA est une organisation politique aux Etats-Unis de près de 100 000 adhérents. Elle est revenue sur la mobilisation pour le cessez-le-feu aux Etats-Unis et sur la crise politique qu'elle alimente (voir extraits ci-contre). **Lybon Mabasa**, militant de la IV^e Internationale, dirigeant du mouvement de la Conscience noire en Afrique du Sud pendant des années et aujourd'hui responsable du Socialist Party of Azania, le Sopa. « Je viens d'un pays qui a fait l'inimaginable, qui a traduit l'entité sioniste israélienne devant la Cour internationale de justice. Nous avons mené l'accusation de meurtre délibéré d'enfants, de femmes, une attaque contre des gens non armés. Cette cour de justice qui ne représente pas le peu-

ple a tranché en faveur de l'Afrique du Sud et a reconnu qu'il y avait bien un génocide qui avait lieu en Palestine. » Il est ensuite revenu sur l'apartheid qu'il a bien connu et dont il a expérimenté les pires formes en Afrique du Sud : « Depuis 1948, quand l'apartheid est devenu loi en Afrique du Sud, il y a eu une comparaison entre l'apartheid sud-africain et l'apartheid israélien. Il y a eu beaucoup de choses similaires, les déplacements de populations d'un endroit à l'autre, et nous concernant, les Blancs n'étaient que 6 % de la population, mais ils se sont réservés 92 % des terres pour eux-mêmes et leurs enfants. Ils ont pris les Noirs et les ont mis dans des endroits desséchés, des parties du pays où il était impossible de vivre. Ils ont tué les Noirs ». Et aujourd'hui ? « L'Afrique du Sud, qui était un pays très respecté grâce à Nelson Mandela, qui a négocié avec le régime d'apartheid, qui a conclu des accords qu'il n'aurait pas dû conclure, a accepté que les droits de propriété restent aux Blancs (...) Ainsi, nous avons une situation où nous avons une liberté mais pas de terre. Aujourd'hui, les Blancs possèdent toujours 87 % des terres alors que les Noirs n'en ont absolument aucune. Les Noirs n'ont rien. »

Lybon Mabasa



1994, la lutte en Afrique du Sud continue aujourd'hui ».

Le député au Bundestag allemand **Andrej Hunko** est « sorti du parti Die Linke pour constituer un nouveau parti, l'Alliance Sahra Wagenknecht », « un vrai parti contre la guerre » il y a

« Avec l'Alliance Sahra Wagenknecht, nous avons constitué un vrai parti contre la guerre ».

Andrej Hunko



quelques mois. Il est aussi co-président du groupe parlementaire de gauche au Conseil de l'Europe avec la députée LFI Anne Stambach-Terrenoir. Animateur du Comité de liaison européen contre la guerre, qui rassemble des forces d'origines diverses contre la guerre en Ukraine et contre le génocide à Gaza, il a informé l'assemblée que le comité s'était

réuni pour la première fois à Paris le samedi 4 mai. « Nous avons eu une formidable discussion entre adversaires de guerre ». Il a conclu son intervention en citant le lanceur d'alerte Julian Assange : « Si les guerres peuvent être déclenchées par des mensonges, la paix peut être déclenchée par la vérité. » Enfin, le militant POI et député LFI **Jérôme Legavre** a clôturé l'assemblée (voir ci-contre). Il a d'abord salué et soutenu le combat des étudiants américains qui n'est pas sans rappeler celui des étudiants contre la guerre du Vietnam. Son soutien au combat mené par La France insoumise pour le cessez-le-feu, traînée dans la boue par tout « l'arc républicain » depuis le 7 octobre, a été très applaudi. Les milliers de participants ont scandé à plusieurs reprises « Union populaire ». A la fin de l'assemblée, tous les intervenants sont montés sur scène avec les militants qui avaient participé au Comité de liaison européen contre la guerre la veille. Tous ont chanté l'Internationale. La discussion s'est prolongée pendant plus d'une heure entre les militants autour d'un pot fraternel.

NUE DIMANCHE 5 MAI À PARIS

es, organisons-nous maintenant ! »

Yessa Belkhodja : « Nos enfants sont désignés comme des ennemis de l'intérieur »

Merci au POI de permettre à des voix comme la mienne de s'exprimer, de m'exprimer ici en tant que mère, en tant que maman, en tant que daronne. Rappelons-nous que les esclaves-prolétaires à Rome n'avaient pour richesse que leurs enfants ! (Elle revient sur le 6 décembre 2018 où 150 lycéens de Mantes-la-Jolie avaient été mis à genoux par la police de Macron parce qu'ils avaient osé se mobiliser contre la réforme du bac Blanquer) C'était après un automne jaune où nous avons vu, émerveillés, depuis nos quartiers, une partie de cette France que l'on n'entend pas, les pauvres, les ouvriers, occuper les ronds-points à travers toute la France. Lorsque nos enfants décident de se mobiliser, ils ont aussi les images de ces Gilets jaunes, qui subissent une répression que nous connaissons.



(...) Et vous avez tous vu ces images d'une violence sourde, d'une violence rare contre 151 gamins qui étaient âgés de 13 à 18 ans avec un policier qui moque « une classe qui se tient sage » ! (...) Macron était élu depuis un an et déjà un certain visage se dévoilait. Il y avait déjà à ce moment-là une fuite en avant vers la barbarie et nous y sommes (...). On monte ce collectif pour dire que nous, en tant que mères, on n'est pas des sujets politiques passifs et que ce qui s'est joué ce jour-là à Mantes-la-Jolie ne devait pas rester impuni. D'abord parce qu'il fallait accompagner nos enfants vers la résilience mais aussi pour dire à Macron et à ses prédécesseurs : « Tes volontés bellicistes, on les refuse ». Cette mise en scène en fait désignait nos enfants comme étant des « ennemis de l'intérieur » ! Elle indiquait cette volonté dès le départ de préparer

la société dans son ensemble à une militarisation généralisée (...). Et puis on a vu arriver le SNU, le service national universel et là, il y a eu une réelle inquiétude et donc on s'est dit « mais non ! » non à l'école de la guerre, non, nos enfants ne participeront pas aux volontés bellicistes des grandes puissances occidentales ! (...) Et puis, il y a eu le 7 octobre 2023. On savait que nos enfants allaient morfler. Le 18 octobre 2023, un enfant de 10 ans dans le Roussillon a été convoqué à la gendarmerie, accusé d'apologie du terrorisme ! (...) Avant Macron, on a eu un gouvernement PS et ce qui permet aujourd'hui de réprimer de convoquer même des enfants de 10 ans, des militants, des journalistes, des personnages politiques démocratiquement élus, pour « apologie du terrorisme », il faut se le rappeler : c'est à cause de la loi Cazeneuve, ministre du gouvernement PS (...).

Jana Silverman : « A DSA, nous refusons de nous battre pour la machine de guerre israélienne »

Je vous adresse un salut socialiste très chaleureux des Socialistes démocrates d'Amérique. Je veux aussi dire surtout bonjour depuis les territoires libérés des différents campus, des milliers d'étudiants qui sont partout aux Etats-Unis, de Berkeley, Yale, et partout. Et nous, en tant que DSA, nous ne nous arrêterons pas : boycott, désinvestissement, nous n'arrêterons pas. (...) Au cours des deux dernières semaines, il y a eu plus de quarante interventions policières sur les campus aux Etats-Unis, qui ont attaqué les étudiants. Et ces invasions de campus d'universités d'élite brisent ce mythe de la « liberté universitaire ». A Gaza, les Israéliens ont détruit les universités, il n'y a plus une seule université là-bas, c'est un scolaricide. Dans toutes les universités d'élite aux Etats-Unis, les étudiants ont capté l'attention du monde en résistant. La résistance aux Etats-Unis n'a pas commencé il y a deux semaines, mais dès le 8 octobre, DSA, nos alliés, et les groupes palestiniens, nous manifestions à New York, à San Francisco, et après les attaques du Hamas, on nous a traités d'antisémites, de soutien du Hamas.



dont l'action va à l'encontre de la législation américaine sur les droits humains. Mais nous savons que nous serons du bon côté de l'histoire. Ces 30 milliards d'aide à Israël devraient plutôt être utilisés pour les besoins des Américains, l'école publique, les services sociaux, des infrastructures. Et c'est pour cela que nous voyons les étudiants aujourd'hui se soulever sur les campus. Et n'oubliez pas que ces contestations ne sont pas isolées, ne sortent pas de nulle part, ce n'est pas juste des étudiants radicaux, ce sont aussi des démonstrations, des blocages, avec des travailleurs portuaires, des travailleurs de l'industrie, partout. Nous devons utiliser tous les moyens pour empêcher que l'administration de Biden fasse son business comme d'habitude. Nous, moi en tant que socialiste, je suis si heureuse de voir ces démonstrations, les manifestations les plus politisées, durables qu'on n'ait jamais vues depuis la guerre du Vietnam, elles libèrent des chaînes du sionisme. (...) Il y a eu l'élection de Biden. Nous pensons qu'on peut aller vers quelque chose de meilleur (...). Nous, en tant que DSA, nous refusons de nous battre pour la machine de guerre israélienne. Nous voulons un meilleur monde, un monde socialiste, sans guerre, sans génocide, sans discrimination raciale, sans sexisme, sans une catastrophe climatique qui s'apprête à s'abattre sur nos têtes et celles de nos enfants. Sans les 0,1 % de sionistes, exploités qui nous volent la richesse de notre travail, nous voulons la liberté, l'égalité, vive la Palestine libre !

Haim Bresheeth : « Le génocide à Gaza représente la rupture la plus profonde de notre époque »

Je vous remercie de m'avoir invité à cet événement crucial. Je suis un Juif israélien, fils de survivants d'Auschwitz, né dans un camp de réfugiés en Roumanie. Je suis arrivé en Israël en 1948. Année où mon père a refusé de se battre, après ce qu'il avait vécu. Et il a été emprisonné... La forme exacte du génocide à Gaza, son extrême brutalité, l'étalage de cruauté qu'il implique, le soutien unanime de l'Occident, ont été un choc terrible pour la plupart d'entre nous. Il s'agit de la rupture la plus profonde de notre époque. (...) Mes amis et moi, du Réseau juif pour la Palestine, (...) nous n'avons jamais manqué une manifestation depuis le 7 octobre. (...) J'ai personnellement donné plus de soixante-dix inter-



views, sur la BBC, Channel 4, ils n'ont jamais montré ces interviews (...) Avec la famine, la destruction de l'environnement, du logement, et des infrastructures, des écoles, hôpitaux, universités, mosquées, cliniques, des systèmes d'approvisionnement en eau, de distribution de nourriture, tout est détruit, il ne reste plus rien de Gaza ! (...) Les gouvernements occidentaux se réclament des « droits de l'homme » et de la liberté d'expression. Mais dans plusieurs pays, toute tentative de s'opposer au génocide fait l'objet d'une réaction violente. Le recteur de l'université de Glasgow a été arrêté hier à l'aéroport Charles-de-Gaulle, on ne l'a pas laissé aller au Sénat français, qui l'avait invité. Il n'y a plus de liberté de parole en Europe. Nous avons tous vu

ce qui se passe dans les universités américaines et même en France. Au Royaume-Uni aussi. Partout dans le monde. Ces jeunes gens qui sont des leaders pour nous, ils vont amener le changement que notre génération n'a pas réussi à mettre en œuvre. Nous qui soutenons la Palestine, sommes qualifiés d'antisémites et traités par la police antiterroriste. (...) A Londres, le Premier ministre soutient le génocide. Et les supposés socialistes, dirigeants travaillistes, soutiennent cet homme et ce qu'Israël est en train de faire. Nous n'avons personne pour qui voter, à part des petits partis, comme le Worker's Party, mais il est en train de grandir ! Il compte dix fois plus de membres qu'il y a quelques mois ! George Galloway, présenté par ce parti, a gagné une énorme majorité dans une élection partielle il y a quelques mois ! (...)



Retrouvez l'intégralité de l'assemblée du 5 mai sur la chaîne Youtube de Jérôme Legavre

Jérôme Legavre : « Comment ne pas voir qu'il n'est plus temps de tergiverser ? »

Je vois la colère profonde, totalement juste et légitime et qui ne reflue pas, qui s'approfondit et s'amplifie. Certains d'entre eux iront voter. Si j'en juge par les réunions publiques qui font salle comble, je sais pour qui un certain nombre iront voter. D'autres n'iront pas voter. Mais tous veulent que ça change, et que ça change radicalement (...) Ne croyez pas un seul instant qu'ils se sentent éloignés de ce qui se passe et de ce qui s'est passé notamment hier à Tel-Aviv. Des dizaines de milliers de citoyens israéliens sont descendus dans la rue. Ce n'est pas la première fois. Ils font ça en pleine guerre, dans une situation où les ministres de Netanyahu multiplient des discours génocidaires, fanatisent la population, des dizaines de milliers manifestent pour dire : « Netanyahu, dehors, Netanyahu, démission ! »



Ces manifestations sont composites et même parfois ont un caractère contradictoire, mais j'ai lu ce que disaient certains manifestants : ils veulent que les otages reviennent. Et pour cela, il faut que le combat cesse, que les massacres s'arrêtent. Vous savez, les peuples veulent la paix, ils ne veulent pas la guerre. J'ai participé au meeting juif international qui s'est tenu il y a quelques semaines, j'ai eu à intervenir dans ce meeting. J'ai cité Marek Edelman, respecté du ghetto de Varsovie : « il ne peut y avoir aucune issue, aucune solution pour les peuples, quels qu'ils soient, sur la base de l'expropriation de tout un peuple, sur la base de la négation à sa souveraineté, à la terre ». Il disait aussi : « quand on s'installe dans un pays où vivent des millions d'arabes, alors, il faut pratiquer le métissage », l'inverse de la politique génocidaire menée aujourd'hui. Oui

c'est la seule issue. Les peuples peuvent vivre côte à côte en paix, ils peuvent vivre ensemble en paix, dans un seul Etat démocratique. Ces gens qui sont indignés se sentent aussi proches des peuples qu'on opprime, des Palestiniens, des Algériens, que le gouvernement algérien empêche de manifester, des Iraniens jetés en prison, sauvagement réprimés, des jeunes russes, ukrainiens, envoyés à la boucherie. Et ils voient des partis qui ont longtemps prétendu les défendre, et qui ont pactisé avec le gouvernement, rouler ouvertement, qui, pour l'économie de guerre, qui pour la répression, voire les deux à la fois. C'est l'ancien syndicaliste qui parle. Quand je vois ce que font à peu près partout les plus hautes directions syndicales, camarades, je le dis comme je le pense, je suis atterré ! Je suis atterré ! Des réunions sont interdites, des militants sont poursuivis, la politique qui est menée conduit au pire, et... Eh ben

rien ! Ou si peu que de toute façon, ça revient au même. Alors, il y a ceux qui se terrent, qui se planquent, en attendant peut-être des jours meilleurs. S'ils croient ainsi sauver leur tête, je pense que l'histoire fourmille d'exemples qui montrent que c'est un très mauvais calcul. Et ceux qui font de temps en temps une déclaration qui, à peine publiée, est déjà oubliée. De son côté, le gouvernement a les mains libres. Il peut continuer. Pourtant, camarades, qui peut croire un seul instant qu'un appel à se mobiliser contre la fuite en avant dans la guerre, dans la répression, resterait lettre morte et qu'elle ne rencontrerait pas un large écho ? (...) Comment ne pas voir qu'il n'est plus temps de tergiverser ? Qu'il n'est plus temps de chercher des compromis et qu'au contraire, les syndicats ont été construits pour se défendre. Force est de constater que ce n'est pas le choix qui est fait, et c'est une lourde responsabilité. Mais je constate une

chose : le refus, malgré ses entraves, ses obstacles, lui, ne cesse pas. En 1912, les responsables socialistes de l'époque à l'échelle internationale disaient : en cas de guerre impérialiste, les travailleurs seront tous mobilisés, nous y répondrons par la grève générale. Mais en 1914, la quasi-totalité d'entre eux ont voté les crédits de guerre. Cette fois, il faut se mobiliser avant. Si les gouvernements veulent plonger les peuples dans le carnage, alors ceux qui n'en veulent pas sont en état de légitime défense, en droit démocratique de se relever contre les gouvernements. Il nous faut nous organiser en France, dans tous les pays, pour gagner la bataille de la guerre à la guerre qui n'a pas été gagnée en 1912. Plus que jamais, l'ennemi est dans notre pays, c'est la classe des profiteurs de guerre, leurs guerres ne sont pas les nôtres, organisons-nous maintenant.

Des militants de seize pays réunis contre la guerre

Le **Comité de liaison européen contre la guerre** (CLE) s'est réuni, pour la première fois en présentiel le samedi 4 mai, à Paris

Dans les locaux du POI, Adrien Duquesnoy a salué un par un les trente-quatre militants, d'Allemagne, de Belgique, du Danemark, d'Espagne, de Grande-Bretagne, de Grèce, d'Italie, de Norvège, du Portugal, de Serbie, de Roumanie, de Suède, de Suisse, de Russie, d'Ukraine, et de France.

Bruno Ricque

Tous conscients de la gravité de la situation, et aussi de l'importance de tenir cette réunion.

Gothard Krupp, de la revue *So.Po.De*, l'un des coordonnateurs en Allemagne du CLE, a rappelé que ce comité, qui vise à relier des forces qui dans les différents pays s'opposent à l'escalade guerrière, s'est constitué le 30 septembre 2023. Son point de départ a été l'opposition aux gouvernements qui engageaient leur pays pour toujours plus de guerre en Ukraine, toujours plus de budgets pour la guerre, au détriment, des écoles, des hôpitaux, toujours plus de livraisons d'armes. Et maintenant des annonces pour se préparer à envoyer des troupes mourir au front. Ce front où selon diverses sources il y aurait déjà un million de victimes, tués ou blessés.

EN ROUMANIE, EN RUSSIE...

Après le 7 octobre, le Comité de liaison européen contre la guerre a commencé très vite à mener campagne contre le génocide à Gaza, et le déchaînement d'Israël contre le peuple palestinien. Un camarade roumain a dénoncé la construction dans son pays d'une

nouvelle base de l'Otan, la plus grande en Europe (devant celle de Ramstein en Allemagne). Il a conclu par : « Je suis ici pour qu'on arrête cette guerre, cet énorme danger pour toutes les vies ».

Un camarade russe a expliqué que la dictature dans son pays utilisait les accusations de crime terroriste contre tous ceux qui ne se rangeaient pas derrière la guerre de Poutine. Des gens pour une simple blague sur les réseaux peuvent être emprisonnés pour des années.

4 000 personnes sont ainsi accusées de terrorisme. Il a dit : « Nos dirigeants ont peur. Et ils ont raison. Le peuple russe ne veut plus se battre. Pour arrêter ça, il faut parler aux soldats, pas aux gouvernements. Il y a une évolution incroyable dans la population. Il y a les femmes qui écrivent dans les réseaux sociaux contre la guerre... ».

Un camarade portugais du Bloc de gauche a expliqué les manifestations réunissant un million le 25 avril 2024 pour saluer les 50 ans de la révolution qui a mis fin à la dictature et aux guerres coloniales. Il a dénoncé le président du Conseil européen qui a expliqué : « Il faut se préparer à la guerre ». Il a salué les étudiants qui aux USA et en France se mobilisent pour l'arrêt du génocide à Gaza, et informé qu'au Portugal avec ses camarades ils avaient réuni 500 signatures contre la guerre et contre le génocide.

Un dirigeant pacifiste belge a pointé la responsabilité de l'Otan, force motrice pour la confrontation contre la Russie et demain la Chine : « L'Otan militarise le monde entier ». L'Otan se prépare à fêter ses 75 ans à Washing-



Dans une manifestation, le 11 février 2023, à Paris.

ton, il a informé qu'un contre-sommet se préparait les 6, 7 et 8 juillet pour dire « Non à l'Otan ».

DES RENCONTRES À OSLO, À BELGRADE PROGRAMMÉES

Un camarade norvégien a dénoncé comment les USA avaient installé douze bases militaires en Norvège, contournant grossièrement la législation de la Norvège qui l'interdit. Situation rendue possible par le fait que tous les partis des « bleus » aux

« rouges », de la gauche à la droite, avaient pris position pour la guerre. Il a déclaré : « Nous avons décidé de faire un nouveau parti qui mobilise contre la guerre, et pour la justice sociale ».

Un camarade anarcho-sindicaliste a expliqué l'importance du Comité constitué en Serbie contre la guerre en lien avec le CLE : « La population est très anti-Otan, très pro-palestinienne. Notre comité marche très bien car il rassemble des militants de toutes opinions ». Il a précisé : « La personne

la plus puissante en Serbie est l'ambassadeur des Etats-Unis... On a dit souvent, nous avons des ennemis dans la maison, mais maintenant on est dans la maison de nos ennemis. Pour gagner, il faut s'unir. »

Après de nombreuses autres interventions, la rencontre européenne a discuté, amendé, puis adopté un appel (voir ci-dessous) et a programmé une rencontre à Oslo, puis une rencontre à Belgrade pour développer les liens pour ce combat. ■

« Biden, Scholz, Macron, Sunak, Meloni,... Vos guerres c'est NON ! »

■ Appel à l'initiative du **Comité de liaison européen contre la guerre** réuni le 4 mai avec des délégués de seize pays

Vous êtes responsables des massacres et des guerres. Le 24 avril, le Congrès des USA a voté 95 milliards de dollars, pour la guerre en Ukraine, pour livrer des armes à l'armée de Netanyahu, pour le déploiement guerrier face à la Chine. La réponse a été donnée par une vague formidable de mobilisation des étudiants, partie de l'université de Columbia (New York), reprenant le mot d'ordre : « Genocide Joe. You can't hide. How many kids have you kill today » (1).

Plus de 100 000 Palestiniens ont été tués, sont mutilés, ou portés disparus. Des centaines de milliers d'enfants sont affamés, privés de soin et d'école, pour beaucoup maintenant orphelins, traumatisés par l'étendue des bombardements et des destructions perpétrés par l'armée de B. Netanyahu. Les chefs d'Etat et de gouvernements, à commencer par celui des Etats-Unis, suivi par l'Union européenne, sont responsables de ce que la Cour internationale de justice a qualifié de probable génocide et dont des millions de gens

« Nous agissons pour l'unité internationale des travailleurs et des jeunes pour imposer le cessez-le-feu et la réaffectation des budgets militaires aux besoins vitaux de la population, à l'école, aux hôpitaux, aux salaires et aux pensions. »

horriés sont chaque jour les témoins. Les gouvernements participent à l'écrasement du peuple palestinien en organisant les livraisons d'armes et de composants militaires à Israël et en maintenant les accords commerciaux avec l'Etat qui tue et détruit toute forme de civilisation dans la bande de Gaza.

Malgré l'inaction, voire le silence, des sommets du mouvement ouvrier, des protestations, des mobilisations puissantes s'étendent dans tous les pays du monde, sur tous les continents, y compris en Israël, pour la défense du peuple palestinien et de ses droits.

Les gouvernements et l'Union européenne qui ont permis et continuent de soutenir ce génocide (qualifié comme tel y compris par le pape), tentent aujourd'hui de tempérer leur propos, effrayés par les conséquences de leur politique en Palestine et dans leur propre pays. Les gouvernements veulent désormais nous engager davan-

tage dans la guerre en Ukraine, en envoyant des troupes et en nous plongeant dans un conflit entre puissances nucléaires. Les mêmes qui nous

avaient vendu l'Union européenne comme un espace de paix, préparent aujourd'hui la guerre.

Le mouvement ouvrier allemand, contre la guerre, a exigé « du beurre au lieu de canons ». Mais de la part de nombreux gouvernements comme de la part de l'UE, des voix s'élèvent pour la mise en place d'une économie de guerre, qui signifie une attaque générale contre les conquêtes sociales, les libertés démocratiques, et les services publics que les combats ouvriers ont imposés dans chaque pays. Aussi longtemps que les sommets des syndicats soutiennent l'orientation guerrière des élites dirigeantes en Europe, ils ne pourront pas empêcher la destruction de ces conquêtes ouvrières.

Des deux côtés de la frontière russo-ukrainienne, des jeunes sont raflés dans la rue, dans les villes et les campagnes, pour être envoyés de force au front et à la mort. Quand Poutine enrôle 300 000 nouveaux soldats, Zelensky abaisse de deux ans l'âge de la conscription. Et cela pour servir de chair à canon au service des multinationales et des oligarques de tous bords. Nous refusons que cette guerre s'étende. Nous voulons qu'elle s'arrête immédiatement.

Face à tous les gouvernements va-t'en guerre, qui prétendent hypocritement défendre la paix et la démocratie tout en démantelant partout les acquis sociaux et démocratiques, refusent

« Ce n'est pas quand la guerre tue 1 000 soldats par jour, quand les libertés sont supprimées par la censure et la loi martiale qu'on peut combattre la guerre, c'est avant, quand on peut encore s'organiser, manifester. Cette fois, il faut les empêcher avant ! »

des négociations et le cessez-le-feu, poursuivent les livraisons d'armes, nous sommes aux côtés des jeunes Ukrainiens et Russes qui n'en peuvent plus de la guerre, aux côtés des travailleurs et des jeunes qui refusent la guerre et l'oppression, et exigent le cessez-le-feu, la levée du blocus de Gaza et la satisfaction des revendications sociales et politiques. Nous disons : « Pas en notre nom ! »

- Nous refusons les guerres et la barbarie, qui ne profitent qu'aux puissants et aux industriels de l'armement dont les profits explosent.
- Nous refusons, pour nous, pour nos enfants, pour nos petits-enfants, d'être entraînés dans la guerre et la militarisation de toute la société.
- Nous refusons les budgets militaires toujours plus élevés sous tutelle de l'Otan et de l'Union européenne, nous dénonçons la guerre sociale menée contre les travailleurs et la jeunesse.
- Nous refusons toutes les atteintes aux libertés, les menaces et la répression. Nous défendons la liberté d'ex-

pression, de réunion, de manifestation, et le droit de grève, particulièrement menacés.

La mobilisation des peuples pourra, bloquer l'escalade meurtrière dans laquelle les gouvernements veulent nous entraîner, et stopper les livraisons d'armes.

En nous rassemblant par-delà les frontières, nous agissons pour l'unité internationale des travailleurs et des jeunes pour imposer le cessez-le-feu et la réaffectation des budgets militaires aux besoins vitaux de la population, à l'école, aux hôpitaux, aux salaires et aux pensions.

Arrêt du génocide du peuple palestinien !
En Palestine comme en Ukraine, cessez-le-feu immédiat !
Arrêt des livraisons d'armes !
Non à toute intervention militaire des forces de l'Otan en Ukraine ! ■

(1) « Genocide Joe. Vous ne pouvez le cacher. Combien d'enfants avez-vous assassinés aujourd'hui ? »

Incapable de convaincre, le gouvernement réprime

La conférence de Rima Hassan aura bien lieu à Paris-Dauphine !

Le 22 avril, l'université Paris-Dauphine interdisait la tenue d'une réunion publique intitulée « Agir face à la menace de génocide à Gaza », à laquelle devait participer Rima Hassan (LFI).



ment pour l'arrêt des massacres du peuple palestinien...

Le conseil d'Etat en a décidé autrement le 4 mai : « Il y a lieu de suspendre l'exécution de la décision du 22 avril 2024 et d'enjoindre à l'université Paris-Dauphine de mettre fin à l'atteinte à la liberté de réunion (...) en permettant au comité Palestine Dauphine d'organiser la conférence projetée, soit à la date et dans les

conditions initialement prévues, soit à une date et dans les conditions déterminées entre les parties ».

Rima Hassan a annoncé sur sa page X : « Victoire ! On a gagné au conseil d'Etat contre les pressions du ministère de l'Enseignement supérieur et de l'OJE (organisation juive européenne). L'université Paris-Dauphine est tenue de maintenir la conférence que je dois assurer, on l'organisera en mai ».

Le prétexte invoqué, « risque de trouble à l'ordre public », est fréquemment utilisé ces dernières semaines par les directions d'universités et les préfets pour faire taire tous ceux qui s'expriment

Convoqué au tribunal pour « outrage » au ministre Darmanin, il est relaxé !

IO
INFORMATIONS OUVRIÈRES

Informations ouvrières et L'insoumission s'associent pour proposer à leurs lecteurs des contenus sur les résistances et les luttes en cours aux quatre coins du pays. A retrouver sur tous les réseaux de L'insoumission et d'Informations ouvrières !



Le 7 mai rassemblement de soutien à Grégory devant le palais de justice de Boulogne-sur-Mer.

Interdictions de conférences et de manifestations, convocations de Mathilde Panot et Rima Hassan ainsi que des syndicalistes : le pouvoir accélère partout la répression des opposants. Le cas de Grégory en est une nouvelle illustration. Grégory était poursuivi pour un slogan scandé par la foule lors de

la manifestation du 23 septembre à Calais et visant la politique meurtrière de Gérard Darmanin vis-à-vis des 30 000 exilés tués en Méditerranée.

Ce mardi 7 mai, il était jugé devant le tribunal de Boulogne-sur-Mer. Il risquait une peine d'un an de prison et 15 000 euros d'amende pour

un slogan scandé en manifestation. Un rassemblement de soutien s'est déroulé le même jour à Boulogne-sur-Mer pour le soutenir, en présence de députés LFI Jérôme Legavre et Ugo Bernalicis. On apprenait quelques heures plus tard que Grégory était relaxé !

Répression et intimidation contre les hospitaliers de Carhaix

Peux-tu nous expliquer la situation ?

Caroline Tromeur : Dix militants de Carhaix sont convoqués entre le 14 et le 28 mai au commissariat de Quimper sous le régime de la garde à vue : six hospitaliers CGT, le président du Comité de vigilance de l'hôpital, une retraitée CFDT, deux hospitaliers CFDT.

Il nous est reproché « séquestration avec libération avant le 7^e jour » et « violences sur personnes chargées de mission de service public ».

Je dois préciser qu'à ce jour nous n'avons pas accès au dossier. Mais c'est grave d'utiliser le régime de la garde à vue contre nous et de lancer des accusations aussi incroyables. La réalité est très simple : avec le personnel et ses syndicats, avec la population et le Comité de vigilance, avec la mairie, nous défendons l'hôpital de Carhaix et son service d'urgences. Nous n'acceptons pas et nous n'accepterons jamais que nos urgences soient fermées à la population, et qu'il soit devenu obligatoire d'appeler le 15 pour qu'un tri soit fait et pour obtenir l'autorisation de se présenter



à l'hôpital. Nous avons été reçus le 14 septembre 2023 à l'ARS de Quimper pour contester ces décisions très mauvaises pour Carhaix et la population tout autour.

L'entrevue a commencé vers 10 heures. Les sujets étaient importants. Le midi, la direction s'est fait livrer des repas.

Comment organisez-vous votre défense ?

C.T. : Il faut dire que le climat a bien changé en France, car jamais dans les années précédentes nous n'avions connu des procédures pareilles qui

visent à faire peur aux personnels. Un avocat nous a dit que d'habitude les convocations sous le régime de la garde à vue sont utilisées pour des pédophiles ou des trafiquants de drogue...

Nous allons mobiliser pour que personne ne se retrouve seul face à ces procédures. Nous nous coordonnons avec la mairie et le Comité de vigilance. Tous les soutiens qui nous seront apportés sont importants, qu'ils soient financiers, physiques pour les jours de convocation, ou qu'il s'agisse de motions venant d'un peu partout.



Rassemblement (2023) pour la défense des urgences de l'hôpital de Carhaix.

PARIS

Des lycéens violemment interpellés

■ Communiqué commun FCPE, CGT, Snes du lycée Claude-Monet et du XIII^e arrondissement (extraits)

« **C**e vendredi 3 mai, après une charge brutale des policiers le matin à 7 h 30 pour empêcher un blocus du lycée Claude-Monet, un face-à-face entre lycéen-nes, éléments extérieurs et policiers s'est terminé par l'interpellation violente de lycéen-nes à midi. Cela faisait suite à un appel à mobilisation de plusieurs lycées parisiens manifestant contre Parcoursup, le « choc des savoirs », les conditions de passation des écrits du bac, l'instauration d'une prépa Seconde ou encore le DNB comme porte d'entrée du lycée... »

Des élèves de différents lycées ont été placés en garde à vue au commissariat du XIII^e. (...)

Les jeunes, qui avaient été violemment arrêtés dans la rue du docteur Magnan ou dans les rues adjacentes, ont tous été libérés – deux, vendredi soir et les cinq autres, samedi soir.

Certains d'entre eux ont des convocations devant le juge des enfants. (...) Il y a eu une belle mobilisation collective pour faire sortir du commissariat les élèves en garde à vue.

Si le blocus d'un établissement peut être jugé comme un moyen d'action contestable, il n'en est pas moins considéré par des lycéen-nes, comme le seul moyen de se faire entendre



Devant le commissariat du XIII^e arrondissement pour exiger la sortie de garde à vue des lycéens.

auprès du gouvernement, des médias et du public. Il ne justifie en aucun cas ni un tel déploiement des forces de l'ordre (policiers, Brav'M et Bac), ni même l'usage d'une telle violence sur des adolescent.es à proximité d'une cité scolaire.

Le gouvernement condamne sans cesse, à juste titre, la violence devant ou dans les établissements scolaires. Cependant à chaque occupation ou rassemblement de lycéens ou étudiants, le scénario est le même, la brutalité et les arrestations. Cela ne peut être la réponse systématique d'un gouvernement élu dans une démocratie où la liberté d'expression doit avoir toute sa place. »

Guillaume Meurice sur la sellette

Le chroniqueur et humoriste Guillaume Meurice est convoqué le 16 mai par la direction de France Inter suite à sa blague sur Netanyahu. Il a été suspendu dans l'attente de cet entretien qui pourrait se conclure par son licenciement.

Lors de son émission du 5 mai « le grand dimanche soir » Charline Vanhoenacker a fait de son programme un hommage à Guillaume Meurice, au nom de la liberté d'expression.

Lors de sa chronique, l'humoriste Djamil le Shlag a annoncé sa démission de France Inter : « La justice a classé sans suite la blague de Guillaume, mais la direction l'a quand même puni (...) ».

C'est le contraire d'Eric Zemmour : lui il est multirécidiviste condamné mais sa chaîne le soutenait. En fait il y a plus de liberté d'expression sur CNews que sur France Inter (...). Meurice passe pour le méchant et Netanyahu pour la victime (...). A la direction de France Inter : vous pensez faire peur à qui avec vos menaces de mises à pied ? (...) Moi, j'attends pas de me faire licencier, j'en tire les conclusions en me retirant du service public après la fin de l'émission de ce soir ».

Un préavis de grève a été déposé pour le 12 mai par les syndicats de Radio France contre la suspension de Guillaume Meurice et contre toute forme de pression sur la liberté d'expression.

Expulsion d'Haïtiens : un silence assourdissant !

L'a Cimade, et d'autres associations de Guadeloupe, alertent l'opinion sur ce qui se passe au centre de rétentions des Abyennes à Pointe-à-Pitre. Au cours de l'année 2023 soixante-six personnes sur trois cent deux placées dans ce centre ayant leurs enfants en Guadeloupe ont été expulsées. Parmi elles trente-six Haïtiens sur ordre de la préfecture de Guadeloupe – la même chose se passe en Guyane et dans l'Hexagone.

Le Haut-commissariat aux Réfugiés (HCR), lié à l'Onu, a émis une recommandation expresse à l'intention des gouvernements pour suspendre toute expulsion des Haïtiens. Mieux vaut tard que jamais. Au côté du gouvernement français le « droit internatio-

nal », c'est quand ça l'arrange. Il expulse à bas bruit les Haïtiens les renvoyant à une mort quasi certaine. Il y a peu, Darmanin a annoncé triomphalement qu'il faisait construire des milliers de nouvelles places dans les camps de rétention conformément au pacte européen « Asile et Immigration » qui prévoit de construire de nouveaux camps aux frontières de l'Union européenne, ainsi qu'à l'intérieur des pays.

Rappelons qu'en France, la base légale des camps de rétention date d'octobre 1981 (Pasqua-Mitterrand), loi qu'aucun gouvernement n'a mise en cause et encore moins abrogé depuis 43 ans ! Comme quoi « l'Etat de droit à la vie dure ». Hypocrite !

Gérard Bauvert ■

Les chars israéliens entrent dans

LES FAITS DU 30

Le mouvement des étudiants pour le cessez-le-feu s'étend



Les étudiants de l'université de DePaul à Chicago (Illinois), occupent leur campus, 5 mai.



Occupation de l'université d'Amsterdam, 6 mai. « UE, cessez le génocide maintenant ! »

Depuis plusieurs jours, des étudiants de différents pays suivent l'exemple des étudiants américains dans la protestation contre le génocide à Gaza en installant des campements dans les universités.

Au Royaume-Uni, en Espagne, Italie, Grèce, Pays-Bas, Irlande, Japon, Corée du sud, Liban, Irak, Mexique et Canada... Par des rassemblements ou des manifestations, les étudiants disent : « Nous sommes solidaires avec les manifestations des étudiants américains sur les campus ! Tous les étudiants contre le génocide à Gaza ! ».

La répression de ces mouvements étudiants est pourtant particulièrement féroce aux Etats-Unis et en France. Elle continue à l'université de Columbia (Etat de New York), où la direction de l'université a commencé à suspendre les étudiants manifestants après qu'ils ont défié un ultimatum visant à mettre fin au camp de soutien de Gaza. Malgré cela, les étudiants sont retournés le 1^{er} Mai aux abords de l'université pour manifester de nouveau.

Des étudiants de l'université du Texas (Austin) ont été brutalement agressés par la police américaine alors qu'ils organisaient des sit-

in en solidarité avec la Palestine et Gaza.

Selon *The New York Times* du 2 mai, plus de 1 300 manifestants ont été arrêtés sur les campus américains au cours des deux dernières semaines ; un millier de plus les jours suivants.

Le 30 avril, des professeurs soutiennent le mouvement, comme ceux de l'université de Californie à Los Angeles ont organisé une manifestation massive en solidarité avec les étudiants manifestants de l'UCLA. La nuit du 1^{er} mai, la police a envahi le campement après avoir ordonné aux manifestants de quitter les lieux sous peine d'être arrêtés.



« Les Juifs disent : critiquer Israël, n'est pas de l'antisémitisme. Stop au génocide à Gaza ! », rassemblement le 3 mai à New York au Washington Square.

Rashida Tlaib, élue à la Chambre des représentants, membre des Socialistes démocrates d'Amérique (DSA) a également exprimé son soutien en déclarant : « Envoyer des policiers militarisés et des tireurs d'élite pour empêcher les étudiants d'exercer leurs droits au titre du premier amendement est vraiment dégoûtant. Pourquoi mes collègues et les grands médias sont-ils plus indignés par ces manifestations anti-guerre que par les plus de 35 000 Palestiniens tués à Gaza ? » Le 2 mai, dans une déclaration télévisée imprévue depuis la Maison-Blanche, Joe Biden a condamné avec force les étudiants et autres manifestants qui, selon lui, ont poussé trop loin leurs griefs concernant la guerre d'Israël contre le Hamas. Il a été suivi par le sénateur américain Tom Cotton, qui a qualifié les campements d'étudiants pro-palestiniens dans les universités américaines de « petits Gazas » et de « cloaques dégoûtants de haine antisémite », et a qualifié les manifestants de « fanatiques et monstres. »

EN FRANCE UNE MOBILISATION QUI S'ÉTEND AUX LYCÉES

En France la mobilisation s'est étendue dans les différentes facs de Sciences Po et un rassemblement a été organisé à Paris, place du Panthéon, le 3 mai.

La députée LFI Mathilde Panot est venue soutenir les étudiants de Sciences Po Lyon, le 2 mai.

394 membres de l'EHESS (Ecole des études en sciences sociales) ont rendu publique le 4 mai une motion pour un cessez-le-feu à Gaza. Aucune instance de l'EHESS n'a accepté de la soumettre au vote. Un rassemblement a également été organisé devant le rectorat de l'académie de Bordeaux, à l'appel du Collectif Education avec Gaza, avec le soutien de plusieurs organisations syndicales, le 5 mai.

La mobilisation a démarré également le lundi 6 mai dans les lycées, comme dans celui de Sevran (93), avec la visite de soutien de la candidate LFI Rima Hassan.

30 avril

● **La veille au soir, à Tel-Aviv : des manifestants scandent :** « Notre gouvernement a du sang sur les mains ! ». Ils rejoignent des milliers de personnes devant le ministère de la Défense. Les participants mettent le feu dans les rues pour exprimer l'urgence de leurs revendications : pas d'intervention à Rafah, libérez les otages, Netanyahu démission.

● **Susan Abulhawa, auteure et militante américano-palestinienne, a raconté son expérience à l'hôpital Nasser de Khan Younis, où des charniers ont été découverts.** Elle souligne que les corps retrouvés étaient ceux de personnels de santé « toujours en tenue de travail » et de patients « avec des cathéters intraveineux toujours dans les bras ».

● **Selon Antonio Guterres, secrétaire général de l'Onu :** « Une attaque militaire contre Rafah constituerait une escalade insupportable, tuant des milliers de civils supplémentaires et forçant des centaines de milliers de personnes à fuir. Cela aurait un impact dévastateur sur les Palestiniens de Gaza, avec de graves répercussions sur la Cisjordanie occupée et dans l'ensemble de la région. »

● **Israël met en place un « réseau complexe »** de points de contrôle pour empê-

cher les hommes « en âge de combattre » de fuir l'assaut israélien sur Rafah, où survivent 1,5 million de réfugiés.

● **Le ministre israélien des Finances Smotrich déclare :** « Les instants avant la rédemption, nous ne devons pas hésiter. Nous devons détruire Rafah, Nusseirat et Dir al-Balah pour effacer la mémoire d'Amalek ! »

● **Déclaration de Netanyahu :** « Nous entrerons à Rafah et nous ne nous soucions pas du tribunal de La Haye, qui est antisémite. »

● **La Cour internationale de justice a rejeté les demandes du Nicaragua.** Les plus hauts juges de l'Onu à La Haye ont décidé que l'Allemagne n'était pas tenue d'arrêter ses exportations d'armes vers Israël.

● **Les Etats-Unis menacent la Cour pénale internationale de La Haye :** « Si vous envoyez un mandat d'arrêt à Netanyahu et à ses ministres, il n'y aura pas de cessez-le-feu. »

● **Le président de la chambre des Représentants, Mike Johnson, s'insurge à Washington :** « La CPI pourrait créer et assumer un pouvoir sans précédent pour émettre des mandats d'arrêt contre



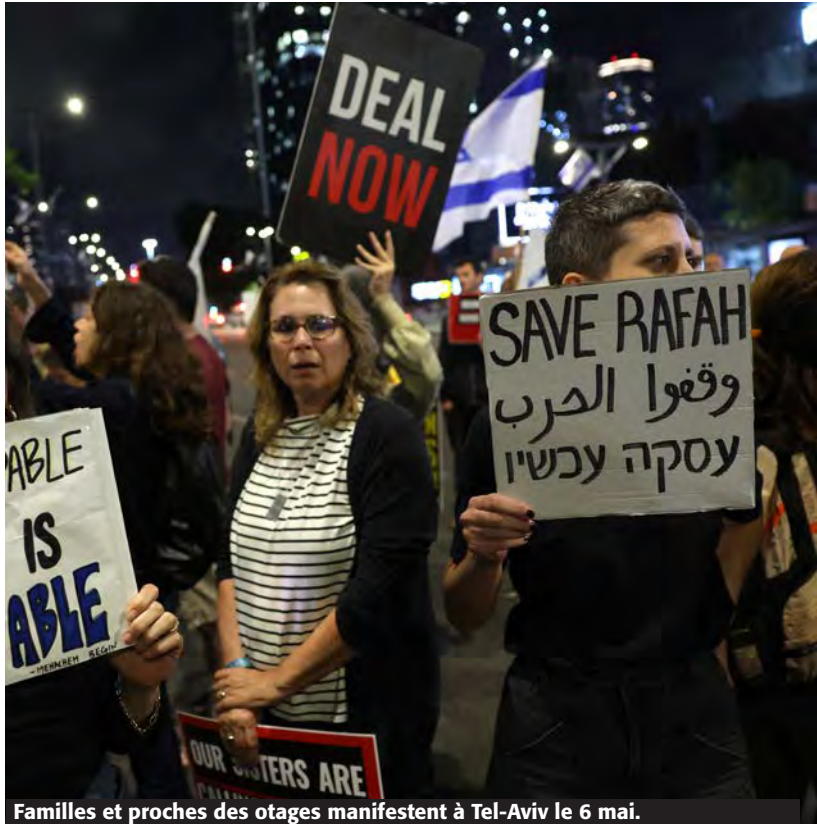
Char de l'armée israélienne au sud de la bande de Gaza, le 7 mai.



Bombardement de l'armée israélienne sur Rafah, le 6 mai.

Rafah. Manifestations à Tel-Aviv

AVRIL AU 7 MAI



Familles et proches des otages manifestent à Tel-Aviv le 6 mai.

des dirigeants politiques américains, des diplomates américains et du personnel militaire américain, mettant ainsi en danger l'autorité souveraine de notre pays. »

1^{er} mai

● A Washington, la Chambre des représentants vote une loi dite de « sensibilisation à l'antisémitisme ». « Une démarche cynique qui ne fera que prêter main-forte aux opposants à la liberté d'expression et miner la démocratie », dénonce le professeur Omer Bartov, professeur d'histoire et d'études allemandes à l'université Brown, située à Providence, dans l'Etat de Rhode Island. (voir page 15)

● Benjamin Netanyahu juge « scandaleuse » ce qu'il désigne comme une « attaque » de la Cour pénale internationale. « Israël attend des dirigeants du monde libre qu'ils s'opposent fermement à l'attaque scandaleuse de la CPI contre le droit inhérent d'Israël à l'autodéfense. Nous attendons d'eux qu'ils utilisent tous les moyens à leur disposition pour mettre un terme à cette démarche dangereuse. »

A l'occasion des manifestations du 1^{er} Mai
L'exigence du cessez-le-feu à Gaza a été fermement rappelée dans les cortèges, avec drapeaux, banderoles, prises de parole, mots d'ordre à Lyon (69), Dijon (21), Bordeaux (33), Besançon (25), au Puy-en-Velay (43), à Saint-Nazaire (44).

Les 3, 4 et 5 mai :
manifestations à Saintes et Rochefort (17), Bourgoin-Jallieu (38), Angoulême (16), Cergy (95), Angers (49), Dieppe (76), Saint-Brieuc (22), Dôle (39) Brioude (43).

● Le conseil municipal de Boston (Etats Unis) exige « la fin des bombardements à Gaza » et « la reprise du financement américain de l'Unrwa ».

● Dans une lettre adressée au ministre américain de la Justice, des avocats s'en prennent à la présidence Biden qui violerait le droit en livrant du matériel militaire pour les opérations israéliennes à Gaza.

● Des centaines de travailleurs ont bloqué les entrées du ministère britannique du Commerce pour protester contre les ventes d'armes britanniques à Israël.

● Le président colombien, Gustavo Petro, annonce la rupture des relations diplomatiques avec l'Etat d'Israël. « On ne peut pas revenir aux époques de génocide, d'extermination d'un peuple entier », a-t-il déclaré. « Si la Palestine meurt, l'humanité meurt ».

Les dirigeants du Parti démocrate craignent en juillet prochain une convention chaotique, similaire à celle de 1968 à Chicago qui avait été assaillie par des manifestations contre la guerre au Vietnam (cette convention désigne officiellement le candidat à la présidentielle).

● Des militants anti-guerre ont escaladé une grue de 60 mètres de haut dans le port de Melbourne (Australie) pour exiger que l'Australie cesse d'envoyer une aide militaire à Israël.

2 mai

● Le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, menace d'une « guerre totale » dans le nord d'Israël avec le Liban et évoque la possibilité d'une

ÉTATS-UNIS

Shawn Fain, président l'United Auto Workers (UAW) : « Libérez les étudiants ! »



L'UAW est signataire de l'appel des syndicats américains qui se prononce depuis novembre dernier pour le cessez-le-feu à Gaza. Shawn Fain a écrit sur son compte X le 2 mai :

« L'UAW ne soutiendra jamais les arrestations massives ou l'intimidation de ceux qui exercent leur droit de protester, de faire grève ou de dénoncer l'injustice. Notre syndicat réclame depuis six mois un cessez-le-feu. Cette guerre est erronée, tout comme cette réponse contre les étudiants et les travailleurs universitaires, dont beaucoup sont membres de l'UAW, est erronée. Nous appelons le pouvoir en place à libérer les étudiants et les employés arrêtés, et si vous ne pouvez pas supporter le tollé, à cesser de soutenir cette guerre. »

occupation d'une « vaste zone au sud du Liban pour créer une zone tampon de sécurité contrôlée par Tsahal. »

● Paris : des membres de Médecins du monde, Oxfam, Amnesty International France et du CCF Terre-Solidaire ont déployé sur le pont Bir-Hakeim, près de la tour Eiffel, une banderole « Cessez-le-feu » puis ont levé un fusil d'assaut factice noué au niveau du canon symbolisant leur dénonciation des livraisons d'armes dans la région.

● Grande-Bretagne : Des militants bloquent la seule entrée du siège d'Elbit à Bristol, exigeant la fermeture du fabricant d'armes israélien.

Plus de 10 000 personnes seraient ensevelies sous les décombres à Gaza. La quasi-totalité des 600 000 enfants hébergés dans la ville frontalière de Rafah, au sud du pays, sont blessés, malades ou souffrent de malnutrition.

3 mai

● Aux Etats-Unis, près de 90 parlementaires du Parti démocrate exhortent le président Joe Biden à envisager d'interrompre ses ventes d'armes à Israël, faisant part de leurs « graves préoccupations concernant la conduite de la guerre à Gaza par le gouvernement israélien s'agissant de la rétention délibérée de l'aide humanitaire ».

4 mai

● Le bureau du Premier ministre israélien, le secrétariat du cabinet et le Conseil de sécurité nationale n'ont pas soumis au contrôleur d'Etat israélien les documents relatifs au transfert de fonds au Hamas entre 2018 et 2021, malgré des demandes répétées, rapporte le journal israélien Haaretz.

● Le secrétaire d'Etat américain Anthony Blinken avertit que les Etats-

Unis ne pouvaient pas soutenir une « opération militaire à Rafah, car les dégâts qu'elle causerait dépasseraient ce qui est acceptable ».

● Le médecin palestinien-britannique Ghassan Abu Sitta, qui a passé un mois et demi dans la bande de Gaza au début de la guerre et qui devait intervenir dans un colloque organisé aujourd'hui au Sénat sur le thème « La France et sa responsabilité dans l'application du droit international à Gaza », est refoulé par la police à son arrivée à l'aéroport Charles-de-Gaulle.

● Dans une déclaration officielle visant implicitement les Etats-Unis et Israël, la Cour pénale internationale « insiste pour que cessent immédiatement toutes les tentatives d'entrave, d'intimidation ou d'influence » à l'encontre de ses membres.

● Benjamin Netanyahu annonce qu'il a ordonné la fermeture de la chaîne qatarienne Al Jazeera sur le territoire de l'Etat israélien.

6 mai

● Le plus haut diplomate de l'UE, Josep Borell, a appelé à la mise en œuvre de la résolution 2 728 du Conseil de sécurité de l'Onu, exigeant un cessez-le-feu immédiat, « pleinement et immédiatement ».

A Tel-Aviv, éclatent de très importantes manifestations : « Pour la fin de la guerre, pour la libération des otages, non à l'invasion de Rafah, Netanyahu démission ! ». Des familles des otages sont allées jusqu'à menacer Netanyahu : « Le Hamas a accepté l'accord, il est temps pour le gouvernement de ramener les otages, sinon nous brûlerons le pays. »

● Une entreprise appartenant à un homme d'affaires égyptien influent et allié du président Abdel Fattah al-Sissi, gagne environ 2 millions de dollars par jour grâce aux Palestiniens fuyant la



La campagne pour un seul Etat démocratique (One Democratic State Campaign) salue les étudiants et professeurs des universités américaines qui soutiennent les Palestiniens.

« La campagne pour un seul Etat démocratique se tient solidaire de vous, courageux et intègres étudiants et professeurs des dizaines d'universités à travers les Etats-Unis, réclamant le cessez-le-feu immédiat à Gaza » (1^{er} mai).

guerre israélienne contre Gaza, révèle le site d'information Middle East Eye.

● Interrogé sur une éventuelle suspension des livraisons d'armes à Israël, John Kirby, conseiller de Joe Biden à la sécurité nationale, répond : « Nos engagements à l'égard d'Israël sont inébranlables ».

● D'intenses bombardements israéliens secouent Rafah, provoquant des dizaines de morts, après le refus par le gouvernement Netanyahu d'un accord de cessez-le-feu, qui avait été accepté quelques heures plus tôt par le Hamas.

7 mai

● Une offensive terrestre israélienne d'ampleur commence à se déployer à Rafah. Des chars investissent le seul point de passage avec l'Egypte, bloquant les transports d'aide humanitaire. Les autorités israéliennes en interdisent également l'accès à l'Onu.

● La Maison-Blanche fait savoir que Joe Biden prononcera ce jour un discours contre l'antisémitisme, visant en particulier les étudiants qui continuent, malgré la répression et les arrestations, à manifester en masse sur les campus dans tout le pays contre le génocide en cours à Gaza. ■



Jour par jour, suivez le fil d'Informations ouvrières en continu : Palestine, actualité de la lutte de classe.



t.me/ioRetraites

CÔTE D'IVOIRE

« Les patrons considèrent les travailleurs comme des domestiques »

■ Intervention de **Pacôme Attaby**, secrétaire général de la Centrale syndicale Espoir, à l'occasion du 1^{er} Mai (extraits)

« **A**u plan international, la Centrale syndicale Espoir (CSE - Ndlr) voit le jour à un moment où le monde est marqué par une montée de violences qui se concentrent notamment au Proche et Moyen-Orient, en Ukraine, en RDC et au Soudan. La marche à la guerre se met en place en mer de Chine. Les conséquences de ces conflits impérialistes sont désastreuses pour le monde du travail. En effet, en plus d'impacter négativement les emplois et les conditions de vie et de travail du monde ouvrier, les guerres emportent des milliers de vies de travailleuses et travailleurs. La Centrale Espoir appelle à l'arrêt du massacre du peuple palestinien et exprime sa compassion pour toutes les victimes directes et collatérales de la crise des impérialismes. Au plan national, dans le secteur privé, la majorité des emplois est précaire faisant vivre aux travailleuses et travailleurs la crainte légitime et permanente d'un licenciement abusif.

Les patrons d'entreprises considèrent les travailleuses et travailleurs comme des domestiques devant répondre à tous les appels, supporter toutes les obligations, obéir sans discuter et conserver en toutes circonstances les attitudes de soumissions de sorte que tout contrevenant est systématiquement jeté à la rue dans un paternalisme révoltant. Ces patrons tiennent les travailleuses et les travailleurs en sujétion. Face à ses abus dignes de la période présyndicale marquée par la faiblesse des lois sociales et de travail les organes de l'Etat compétents en matière de droit du travail semblent se défilier. Cette situation a pour conséquence le piétinement ostentatoire des droits des travailleurs et de la liberté syndicale par les administrations des entreprises. Ainsi, de nombreuses administrations s'opposent ouvertement et en toute impu-

nité à la mise en place d'un syndicat dans leurs entreprises au mépris de la législation du travail tant celle de l'Organisation internationale du travail que les lois nationales.

« La Centrale Espoir demande au gouvernement de prêter une oreille objective aux cris de détresse que les populations lui remontent quotidiennement. »

A la vérité, la nature du système économique de la Côte d'Ivoire renforce les patrons des entreprises dans leur mépris des droits des travailleurs et de la liberté syndicale. En effet, la Côte d'Ivoire est dans le néolibéralisme. Or, dans ce système, les investisseurs jouissent quasiment de toutes les libertés de manœuvre dans la conduite de leurs business sans s'embarasser des exigences des droits des travailleurs et du respect de la liberté syndicale encore moins de meilleures conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre.

Au niveau du secteur public, quelques efforts visant à renforcer la bourse du fonctionnaire ont certes été fournis

par le gouvernement mais la structure de ces mesures n'a pas permis un impact significatif sur le pouvoir d'achat des fonctionnaires. En effet, les salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat n'ont pas connu de bonification réelle depuis les premières années de l'indépendance à ce jour. Toutes les mesures visant le relèvement du pouvoir d'achat dans le secteur public ont porté essentiellement sur la part annexe du salaire. Cette situation laisse les fonctionnaires non bénéficiaires de primes et ceux qui sont admis à la retraite dans des conditions de vie précaire. La Centrale Espoir demande au gouvernement de prêter une oreille objective aux cris de détresse que les populations lui remontent quotidiennement afin de prendre des mesures urgentes visant à soulager les dites populations. Les mesures attendues dans ce sens sont :

- l'allègement des impôts qui frappent les salaires des travailleurs ;
- la réduction du coût de l'électricité et de l'eau, la stabilisation des prix

des produits pétroliers. Ces mesures auront un impact positif sur les coûts du transport ;

- le relèvement des salaires des travailleurs du privé par l'augmentation du Smig et la bonification de l'Indice référentiel de base pour les fonctionnaires ;
- la suppression du Smag (1) ;
- le renforcement des organes nationaux de contrôle des prix sur le marché ;
- le plafonnement des prix des denrées de grande consommation tel que le riz, l'huile, le ciment, etc. ;
- la promotion de la production locale du riz, de la pisciculture, et l'accompagnement des éleveurs nationaux par l'Etat afin de réduire la dépendance du pays.

(1) Salaire minimum agricole garanti qui est deux fois inférieur au Smig, dont le montant est établi à 75 000 FCFA (soit 114 euros). Sachant qu'environ 50 % de la population en Côte d'Ivoire travaille dans le secteur agricole, le Smag permet de contourner l'application du Smig.

TCHAD

« Les magouilles des responsables français ont été la source des souffrances du peuple tchadien »

■ Interview de **Younous Mahadjir**, vice-président de l'Union des travailleurs du Tchad (UST), 30 avril 2024

Peux-tu présenter et revenir sur les combats de ton organisation, l'Union des travailleurs du Tchad ? Je suis Younous Mahadjir, vice-président de l'UST, la centrale syndicale la plus représentative du pays, à la fois dans le secteur public et privé. C'est un syndicat qui se bat depuis sa création, il y a 34 ans, pour défendre les intérêts essentiels de la vie des travailleurs, pour le respect des droits de l'homme et pour la démocratie. Nous faisons partie de ceux qui se battent pour la justice dans ce pays, et pour cette raison, ce que l'on vit est difficile. Nous avons été plusieurs fois interpellés et menés en prison pour avoir dénoncé la mauvaise gouvernance. Moi-même j'ai été plusieurs fois emprisonné sous les présidents Malloum, Habré et Déby père. Aujourd'hui nous exprimons toutes nos inquiétudes quant à l'avenir de notre pays. Le fils du précédent président Déby est venu prendre le pouvoir à sa mort en 2021 pour une période de transition qui est maintenant passée. Mais ni la démocratie réelle, ni la sécurité ne sont rétablies. « KK » Mahamat Idriss Déby organise maintenant des élections pour cette année 2024. En tant que structure syndicale, nous ne prenons pas part à la politique politicienne, mais nous observons qu'au Tchad, l'alternance politique a toujours eu lieu par les armes. Si demain un président est élu

démocratiquement, ceux qui ont les armes vont-ils se taire ? Donc les résultats des élections 2024 sont connus dès maintenant, et c'est le président actuel qui va rester président autant de temps que l'armée le soutiendra.

Les pays voisins Niger, Mali et Burkina ont renvoyé les troupes étrangères françaises et maintenant américaines de leur sol. Comment cette question se pose au Tchad ? Effectivement, la présence militaire étrangère au Tchad est une question importante, tous les Africains sont en train de se la poser. Pour notre syndicat, tous nos maux proviennent d'abord des politiques françaises, depuis le premier président du Tchad indépendant qu'ils ont finalement fait partir par un coup d'Etat monté de toutes pièces pour l'éliminer. Puis un autre est venu, le général Félix Malloum. Mais ce président a commencé à comprendre et a menacé de renvoyer les troupes françaises hors du Tchad. Alors, cela lui a créé des problèmes, et des rebelles soutenus par la France ont pris le pouvoir en implantant Hisène Habré. Il a alors instauré une dictature sauvage, dont les prisons

et les crimes contre l'humanité ne sont pas loin des conditions des camps de concentration en Pologne. Finalement, c'est un de ses généraux, Idriss Déby (le père de l'actuel prési-

dent) qui le renverse en 1990 avec le soutien de Paris. D'un bout à l'autre de cette histoire, les magouilles des responsables français ont été la source des souffrances du peuple tchadien. Ici, tout le monde le sait, même les paysans. La France en tant qu'Etat n'est pas un problème, mais son armée doit quitter notre territoire, parce que l'armée peut imposer sa politique par la force et alors nous ne sommes plus souverains dans notre propre pays, surtout dans le cadre économique. Aujourd'hui Kaka Déby interdit toutes les manifestations car il est certain que dans tout le pays, les manifestations vont s'embraser pour que l'armée française quitte le pays, tellement elle est impopulaire. Et le jour où ça va se faire, ça va exploser d'une façon encore pire qu'aucun autre pays de la région, vu tous les crimes auxquels l'armée française s'est associée. Ce sont aussi les accords coloniaux qui doivent être révisés en notre faveur. Par exemple le franc CFA, c'est une insulte, une catastrophe pour nos pays. L'argent est là, c'est le nôtre, mais imprimé et géré par la France, que nous ne pouvons disposer librement ? Ce sont des insultes qui durent depuis trop longtemps ! Et au lieu de nous aider à nous débarrasser de nos dictateurs, la France les a successivement soutenus et installés. Maintenant, comment allons-nous changer ce système dictatorial pour aller vers un système démocratique au compte du peuple ?

En ce début d'année, ton organisation syndicale s'est mobilisée par plusieurs jours de grève générale. Est-ce que tu peux revenir sur ces événements ?

Cette grève a été lancée car, le 4 octobre 2021, le gouvernement avait signé un pacte social triennal. Or, après deux ans, seulement 13 % des soixante-cinq mesures de l'accord ont été appliquées par le gouvernement et nous ne pouvons l'accepter. De plus les prix du pétrole ont augmenté de façon intenable pour les travailleurs. Nous avons donc réuni les cinq centrales syndicales du pays et nous avons menacé le pouvoir d'entrer dans l'action si ces

mesures n'étaient pas appliquées rapidement. Ils n'ont pas répondu à nos sollicitations, alors nous avons déclenché une grève générale de plusieurs jours, tous les travailleurs du public ont respecté cette grève et face à la menace des travailleurs, le pouvoir s'est senti acculé. Ils ont alors compris que ce n'était pas des blagues et ils se sont assis pour discuter de l'application de toutes les clauses avant le 4 octobre 2024. Nous restons donc attentifs à leur application et on se prépare à entrer de nouveau en grève s'ils n'appliquent pas l'intégralité de ces accords réclamés par les travailleurs.



L'élection présidentielle au Tchad a eu lieu lundi 6 mai. Le Tchad est le dernier pays sahélien à abriter des forces militaires françaises.



« Faire taire la critique au nom de la sensibilisation à l'antisémitisme »

■ Omer Bartov, né et qui a étudié en Israël, est professeur d'histoire et d'études allemandes à l'université Brown, située à Providence, dans l'Etat de Rhode Island (nord-est des Etats-Unis) (1).

Le 1^{er} mai, à Washington, la Chambre des représentants a voté une loi dite de « sensibilisation à l'antisémitisme ». « Une démarche cynique qui ne fera que prêter main-forte aux opposants à la liberté d'expression et miner la démocratie », dénonce le professeur Omer Bartov.

L'adoption hier par la Chambre des représentants de la loi sur la sensibilisation à l'antisémitisme (AAA) en réponse aux manifestations et aux campements d'étudiants protestant contre la guerre à Gaza est une démarche cynique, ou au mieux naïve, qui ne fera que prêter main-forte aux opposants à la liberté d'expression et miner la démocratie au service de l'autoritarisme du XXI^e siècle – le même type d'autoritarisme qui, il y a seulement sept décennies, se livrait à l'étiquetage, à la persécution et au meurtre de masse des Juifs et d'autres minorités en Europe.

La Chambre voudrait faire de la définition de l'antisémitisme proposée par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) une loi des Etats-Unis. L'AAA codifierait l'ordre exécutif émis par le président Donald Trump en 2019 et déclarerait que l'antisémitisme, selon la définition de l'IHRA, est une forme de discrimination interdite sur les campus universitaires en vertu du titre VI.

La définition de l'IHRA a déjà conduit au musellement des critiques de la politique israélienne en Europe, plus particulièrement, et ironiquement, en Allemagne, où les « tsars » de l'antisémitisme ont eu la

témérité d'accuser d'antisémitisme les critiques juifs de l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de Gaza.

L'élément central de la définition de l'IHRA est qu'elle permet d'assimiler dans certains cas l'antisémitisme à l'antisionisme. C'est en fait ce que nous avons vu sur de nombreux campus aux Etats-Unis, où les présidents d'université, soutenus par des organisations telles que l'*Anti-Defamation League*, ont agressivement tenté de mettre fin aux manifestations d'étudiants, en partie sur la base d'un prétendu antisémitisme rampant.

Quiconque a discuté avec les étudiants qui manifestent aura découvert que la grande majorité d'entre eux critiquent à des degrés divers l'oppression des Palestiniens par Israël, qu'il s'agisse de la colère suscitée par le massacre de dizaines de milliers de civils par les forces de défense israéliennes à Gaza depuis le 7 octobre ou d'un rejet global du sionisme et de la description d'Israël comme un Etat colonial illégitime.

Ces étudiants pourraient très bien être jugés comme violemment antisémites selon la définition de l'IHRA, même s'ils rejettent totalement cette description (...).

En Allemagne, les critiques à l'égard d'Israël ont été massivement réduites au silence bien avant le

7 octobre. Aux Etats-Unis, cela n'a pas été le cas jusqu'à récemment, puisque l'IHRA n'est pas la loi mais seulement l'une des nombreuses définitions proposées par le département d'Etat. En Israël, chaque manifestation pro-palestinienne sur un campus américain est littéralement qualifiée d'antisémite.

Des centaines de milliers de Juifs dans le monde aujourd'hui sont en fait antisionistes. (...) Bien entendu, de nombreux Juifs laïques rejettent également le sionisme et abhorrent certainement sa manifestation actuelle sous la direction de ministres tels qu'Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich, qui incarnent une nouvelle suprématie juive effrayante, le racisme et le fascisme et qui visent à nettoyer ethniquement la Cisjordanie et la bande de Gaza.

Et puis il y a de nombreux Israéliens qui se considèrent comme des sionistes mais qui s'opposent fermement aux politiques de leur gouvernement, y compris ses politiques d'oppression et de déplacement dans les territoires occupés.

Pourtant, depuis de nombreuses années, les gouvernements successifs de Netanyahu ont poussé d'autres pays à adopter la définition de l'antisémitisme de l'IHRA et à en faire la loi du pays. L'objectif de cette démarche est simple : il s'agit d'étouffer, voire de criminaliser,

toute critique des politiques israéliennes clairement indéfendables dont l'objectif ultime est la colonisation et l'annexion des territoires occupés et le nettoyage ethnique de la population palestinienne. L'autre effet de la tentative d'Israël d'imposer la définition de l'IHRA à d'autres gouvernements est une prédilection pour la collaboration avec des régimes ou des partis de droite, qui ne se soucient guère de l'antisémitisme ou qui ont eux-mêmes des tendances antisémites. C'est pour cette raison que Netanyahu a noué des liens étroits avec des dirigeants tels que Viktor Orban, Vladimir Poutine, Narendra Modi et Xi Jinping et, ce qui est le plus pertinent pour le moment, s'est appuyé pendant des années sur le soutien des éléments les plus trumpistes du Parti républicain. (...)

En d'autres termes, définir la critique d'Israël comme antisémite est le meilleur moyen d'aider les dirigeants israéliens actuels à mettre en œuvre des politiques extrémistes et racistes incontestées. Mais c'est aussi un moyen commode de faire passer les dirigeants américains et européens extrémistes, bigots, racistes et, oui, antisémites, pour des gens irréprochables.

Qualifier d'antisémites les opinions libérales et tolérantes, les préoccupations en matière de droits de

l'homme et d'égalité, et l'opposition à l'oppression et au déplacement, c'est légitimer ceux qui voudraient pratiquer précisément ces mêmes politiques contre leurs propres minorités, opposants et critiques. C'est ce que signifie l'instrumentalisation de l'antisémitisme : utiliser les allégations d'antisémitisme pour pratiquer l'intolérance et l'autoritarisme. (...)

Il y a toujours eu des gens qui accusaient les autres de leurs propres péchés et délits. Il y a eu et il y a des antisémites qui s'abritent en attribuant ce sentiment à d'autres, comme il y a eu, dans un passé pas si lointain, des antisémites qui ont adopté le sionisme comme le meilleur moyen de se débarrasser de leurs populations juives.

N'hésitons pas à dénoncer ces vieilles techniques sordides, qui sont revenues dans le discours public avec l'aide des cyniques et des naïfs. Le prix à payer pour ne pas le faire sera bien plus élevé que celui de planter quelques tentes sur les pelouses immaculées des universités d'élite. Ce sera la justification du sectarisme, du populisme et de l'autoritarisme au nom de la tolérance. Un chemin vers l'enfer pavé de bonnes intentions.

« ... Mais c'est aussi un moyen commode de faire passer les dirigeants américains et européens extrémistes, bigots, racistes et, oui, antisémites, pour des gens irréprochables. »

des cyniques et des naïfs. Le prix à payer pour ne pas le faire sera bien plus élevé que celui de planter quelques tentes sur les pelouses immaculées des universités d'élite. Ce sera la justification du sectarisme, du populisme et de l'autoritarisme au nom de la tolérance. Un chemin vers l'enfer pavé de bonnes intentions.

(1) La tribune qu'il a rédigée, dont nous reproduisons une traduction, est parue le 2 mai, dans le magazine *Moment*.



« Nous avons besoin d'un exode du sionisme »

Noami Klein a pris la parole lors d'une manifestation de Juifs américains, dans les rues de New York, contre le soutien des Etats-Unis à l'Etat d'Israël, le 23 avril, à l'occasion de la Pâque juive. Voici une traduction de son discours (extraits).

profondes de justice et d'émancipation de l'esclavage – l'histoire de la Pâque elle-même – et les transforme en armes brutales de vol de terres coloniales, en feuilles de route pour le nettoyage ethnique et le génocide.

C'est une fausse idole qui a pris l'idée transcendante de la terre promise – une métaphore de la libération humaine qui a voyagé à travers de multiples croyances jusqu'aux quatre coins du monde – et qui a osé la transformer en un acte de vente pour un ethno-Etat militariste.

La version du sionisme politique de la libération est elle-même profane. Dès le début, le sionisme a nécessité l'expulsion massive des Palestiniens de leurs maisons et de leurs terres ancestrales lors de la Nakba.

Depuis le début, il est en guerre contre les rêves de libération. (...) Dès le début, il a engendré une liberté

peu reluisante qui considérait les enfants palestiniens non pas comme des êtres humains, mais comme des menaces démographiques. Le sionisme nous a conduits au cataclysme actuel et il est temps de dire clairement que depuis toujours, il n'a cessé de nous y mener. (...)

C'est une fausse idole qui assimile la liberté juive aux bombes à fragmentation qui tuent et mutilent les enfants palestiniens.

Le sionisme est une fausse idole qui a trahi toutes les valeurs juives (...).

Y compris l'amour que nous avons en tant que peuple pour les textes et pour l'éducation. Aujourd'hui, cette fausse idole justifie le bombardement de toutes les universités de Gaza, la destruction d'innombrables écoles, d'archives, d'imprimeries, le meurtre de centaines d'universitaires, de journalistes, de poètes –

c'est ce que les Palestiniens appellent le « scholasticide », l'assassinat des moyens d'éducation.

Pendant ce temps, dans cette ville, les universités font appel à la police de New York et se barricadent contre la grave menace que représentent leurs propres étudiants qui osent leur poser des questions fondamentales, telles que : comment pouvez-vous prétendre croire en quoi que ce soit, et surtout pas en nous, alors que vous permettez ce génocide, que vous y investissez et que vous y collaborez ?

La fausse idole qu'est le sionisme a été autorisée à se développer sans contrôle pendant bien trop longtemps.

Alors ce soir, nous disons : cela s'arrête ici. Notre judaïsme ne peut être contenu par un Etat ethnique, car notre judaïsme est internationaliste par nature.

Notre judaïsme ne peut être protégé par l'armée déchaînée de cet Etat, car tout ce qu'elle fait, c'est semer le chagrin et récolter la haine – y compris contre nous en tant que Juifs.

Notre judaïsme n'est pas menacé par les personnes qui élèvent leur voix en solidarité avec la Palestine au-delà des frontières raciales, ethniques, physiques, de l'identité de genre et des générations.

Notre judaïsme est l'une de ces voix et sait que c'est dans ce chœur que résident à la fois notre sécurité et notre libération collective. (...)

Nous n'avons pas besoin de la fausse idole qu'est le sionisme et nous n'en voulons pas. Nous voulons être libérés du projet qui commet des génocides en notre nom.

Nous voulons être libérés d'une idéologie qui n'a aucun plan de paix, si ce n'est des accords avec des Etats pétroliers théocratiques meurtriers de la région, tout en vendant au monde entier les technologies des assassinats robotisés. (...)

Qui sommes-nous ? Nous, dans ces rues depuis des mois et des mois, nous sommes l'exode. L'exode du sionisme. (...)

(1) Dans le judaïsme, c'est un cérémonial à l'occasion de Pessa'h (la Pâque juive) – *Ndlr*.

INFORMATIONS OUVRIÈRES
Tribune libre de la lutte des classes,
hebdomadaire du POI. Dans le cadre
de sa tribune libre, *Informations ouvrières*,
fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité
de s'exprimer librement à tout groupement

ou formation politique qui entend sincèrement
combattre pour l'émancipation des travailleurs.
Cela sous leur propre responsabilité.
L'hebdomadaire est édité par l'association
(loi 1901) Informations ouvrières.
Nicole Bernard, directrice de la publication.

• **Rédacteur en chef :** Yan Legoff.
• **Siège :** 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.
• **Imprimerie :** Imprimerie spéciale.
• **Tirage :** 10 000 exemplaires.
• **Commission paritaire :** 0924 C 85410.
• **ISSN :** 0813 9500.

• **Rédaction :** *Informations ouvrières*,
87, rue du Faubourg-Saint-Denis,
CS 30016 - 75479,
Paris CEDEX 10.
Tél. : 01 48 01 88 20.
E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• **Administration, commandes :**
abonnements, commandes :
Tél. : 01 48 01 88 22 ;
01 48 01 88 41.
E-mail : diffusion-io@fr.oleane.com
• **Dépôt légal :** à publication.

L'HUMEUR
de Michel Sérac

**Hontes et fiertés
françaises**

L'espace policier Schengen
fonctionne efficacement.
Signalé par la police
allemande, un terroriste
a été intercepté à Roissy,
pour l'empêcher
de témoigner à...
une conférence au Sénat.
Le docteur Ghassan Abu Sitta (1)
a opéré les blessés de Gaza
pendant quarante jours.
« *La moitié de mes opérations
quotidiennes concernait des
enfants. Il s'agissait de blessures
graves et dévastatrices,
de blessure qui changent la vie,
soit des amputations avec perte
de membre, soit des blessures
au visage qui défigurent
gravement* ». En refoulant
du territoire ce valeureux
médecin, Macron rendra
certains « fiers d'être Français »
– formule ressassée par lui
pour singer le RN.
Une fierté qui vient de loin.
Lorsque les villageois
vietnamiens étaient brûlés vifs
par le napalm, fourni par
Washington à leur armée
coloniale, ces Français-là
étaient fiers de tuer des
« terroristes ». Lorsque, le jour
de la victoire, le 8 mai 1945
(avec 134 000 Algériens
mobilisés), les colons
et l'armée massacrèrent
des milliers de colonisés dans
le Constantinois, ils appelèrent
leurs victimes « terroristes ».
Racistes et suprémacistes
occidentaux, qui se
reconnaissent en Netanyahu,
forment le carré autour de
l'Élysée. La liberté, la vérité,
l'humour même sont taxés
d'« apologie du terrorisme ».
Quoi qu'en disent
d'obséquieux crétins
médiatiques la France n'est pas
« le pays des droits
de l'homme ». C'est un pays où
une *révolution proclama jadis*,
fièrement, les droits du genre
humain, et qui espère
une *autre révolution* pour
les extraire de la boue, du sang
et de la honte où les a enfouis
la V^e République.

(1) Ghassan Abu Sitta, spécialiste
britannico-palestinien de la chirurgie
crânio-faciale et des blessures liées aux
traumatismes, est recteur de l'université de
Glasgow. Rentré de Palestine, il a témoigné
à Londres avoir soigné des brûlures
au phosphore blanc, crime de guerre
caractérisé, nié par le gouvernement
israélien.



**Pour empêcher la guerre, pour que cessent les massacres,
pour défendre les droits et libertés attaqués par les gouvernements,
pour la rupture avec ce système**

**Partout, en France
et dans le monde,
dans les mobilisations
qui surgissent,
des forces se rassemblent.**

**Informations ouvrières leur donne la parole
et les aide à se rencontrer**

Lors de l'Assemblée du POI, le 5 mai.

Je m'abonne à INFORMATIONS OUVRIÈRES

Sur www.infos-ouvrieres.fr/abonnements

De nombreuses formules
au choix :
100 % numérique
ou
numérique + journal papier



ou en renvoyant ce formulaire qui ne donne droit qu'au journal papier

Par prélèvement mensuel : 7 euros
 11 euros pour les plis clos

Par prélèvement mensuel avec soutien : euros

(Les prélèvements ont lieu en fin de mois. Dater et signer l'autorisation de prélèvement ci-contre en joignant un relevé d'identité bancaire ou postale. Vous pourrez suspendre à tout moment ces prélèvements par simple lettre.)

12 n^{os} : 20 euros 6 mois (25 n^{os}) : 35 euros
 1 an (51 n^{os}) : 70 euros 1 an, pli clos : 125 euros
 10 n^{os} : 10 euros pour tout premier abonnement

Remplir lisiblement et en lettres CAPITALES

Comité :
Département :

NOM, Prénom :

N° : Rue, bd, av., etc. :

Nom de la voie :

Code postal :

Ville :

Bulletin à renvoyer à :
Informations ouvrières, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479
Paris Cedex 10. Chèque à l'ordre d'Informations ouvrières.

Mandat

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez *Informations ouvrières* à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions d'*Informations ouvrières*. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée : dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé, sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé, et vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

Date :

Signature (obligatoire) :

IMPORTANT : n'oubliez pas de joindre un relevé d'identité bancaire ou postale, de dater et signer votre autorisation de prélèvement.

Numéro ICS : FR69ZZZ442543
Cadre réservé à l'administration du journal